



Police



Rapport d'activités 2010

Police fédérale



Table des matières

1. Tous ensemble vers le même cap.....	6
2. Actifs dans différentes disciplines.....	10
2.1. Sécurité routière	12
2.2. L'approche intégrale et intégrée des phénomènes prioritaires	16
2.3. Opérations de police intégrée	36
2.4. Collaboration policière par-delà les frontières	40
3. Un appui opérationnel sur mesure pour nos partenaires	48
4. L'échange d'informations opérationnelles. La clé du succès.....	54
5. Vers l'excellence dans le service rendu	60
5.1. Personnel et organisation.....	62
5.1.1. La police, une organisation apprenante.....	63
5.1.2. Recrutement et sélection.....	65
5.1.3. Formation	67
5.1.4. Mobilité et gestion du personnel.....	69
5.1.5. Implication.....	70
5.1.6. Egalité et diversité	72

5.2. Logistique.....	74
5.2.1. Infrastructure et équipement.....	75
5.2.2. Appui logistique.....	77
5.3. ICT.....	80
5.4. Finances.....	86
5.5. Gestion de l'information non opérationnelle.....	88
5.6. Bien-être.....	90
5.6.1. Service médical.....	91
5.6.2. Service interne de prévention et de sécurité au travail.....	93
5.7. Communication.....	96
5.7.1. D'une politique globale à une communication ciblée.....	97
5.7.2. Connaissances et expertise policières.....	99
5.8. Entreprendre de façon durable.....	100
6. Pour une Europe plus sûre pour le citoyen.....	102
Résultats concrets de la Présidence de l'UE	

Avant-propos



Par le présent rapport d'activités 2010, la police fédérale souhaite, tout comme pour les précédentes éditions, rendre une image synoptique de ses efforts et des résultats de l'année écoulée.

Il est impossible d'énumérer, en quelques pages, tous les résultats et initiatives de l'année 2010. Cependant, nous allons tenter d'illustrer chaque domaine dans lesquels la police fédérale est active par des exemples significatifs.

Grâce à la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, l'année 2010 demeurera, pour la police, une année exceptionnelle. Revenir ici sur les principaux événements organisés dans ce contexte est donc normal.

Sans doute, ne faut-il que peu de mots pour vous convaincre du caractère très exigeant du travail policier. Pensons à la problématique de l'usage d'armes lourdes par de jeunes auteurs issus des quartiers les plus difficiles des grandes villes. Ou aux critiques suscitées par l'approche d'affaires de meurtres ou d'abus sexuels de mineurs qui se sont produits dans les milieux ecclésiastiques.

Malgré des conditions de travail parfois problématiques, tous les collaborateurs se sont toujours dévoués pour s'engager pleinement, d'une manière directe ou indirecte et sans distinction quelconque, afin de contribuer à une société sûre et vivable.

Des résultats positifs ont pu être obtenus grâce à une collaboration optimale avec de nombreux partenaires et, en particulier, la police locale. Je souhaite saisir l'occasion pour remercier tous les collaborateurs de la police fédérale et tous nos partenaires.

Nous sommes conscients du fait que notre travail reste encore inachevé. Les économies qui s'imposent à nous ne faciliteront pas notre tâche de faire, dans les années à venir, aussi bien ou encore mieux. Je suis néanmoins convaincu que nous devons, tous ensemble, oser affronter les défis.

En conclusion, je vous souhaite une agréable lecture de cette rétrospective 2010.

Paul Van Thielen
Commissaire général a.i.
Juin 2011



1. Tous ensemble vers un même cap



Le plan national de sécurité :
un fil conducteur pour une
approche intégrale et intégrée
des problèmes de sécurité

Grâce à leur engagement quotidien, tous les collaborateurs ainsi que les entités de la police fédérale ont contribué, en 2010, à la réalisation de notre mission ainsi qu'au plan national de sécurité.

Le plan national de sécurité 2008-2011 est le fil conducteur du fonctionnement policier. Il établit la politique policière générale pour la police intégrée. Il comprend également huit thèmes stratégiques ainsi que les objectifs prioritaires de la police fédérale.

Pour les thèmes stratégiques et les priorités du plan national de sécurité, des initiatives particulières sont prises, notamment sous forme de plans d'action et de projets spécifiques. Toutes les entités de la police fédérale contribuent également, par un fonctionnement régulier, à la mise en oeuvre du plan national de sécurité.

Le fonctionnement intégré occupe une place centrale dans un service de police efficace. Ceci se traduit par une coopération étroite entre les entités de la police

fédérale, avec les partenaires externes et surtout avec la police locale.



Thèmes stratégiques PNS 2008-2011

Les chapitres suivants du présent rapport d'activités ainsi que l'aperçu des chiffres principaux démontrent bien comment la police fédérale a réalisé, en 2010, ses missions en général et le plan national de sécurité en particulier. Le fonctionnement intégré et l'approche des problèmes de sécurité ressortent aussi de nombreuses initiatives et actions marquantes qui sont citées dans le présent rapport.

Dans le courant 2010 et sur base d'un plan de communication, il y a eu un échange régulier de communications et d'informations sur l'exécution de nos missions ainsi que du plan national de sécurité. Un des canaux utilisés à cet effet, est la revue mensuelle *Infodoc*. Chaque *Infodoc* développe une publication spécifique (newsletter, courrier d'infos, brochure, etc.) traitant d'un ou plusieurs phénomènes, thèmes, domaines d'action et projets stratégiques de la police fédérale¹.

¹ Vous pouvez consulter toutes les publications sur le site de l'appui et de la gestion, www.polsupport.be

12 000

En 2010, plus de 12 000 collaborateurs de la police fédérale se sont engagés quotidiennement dans l'exécution de notre mission et du plan national de sécurité.



Nos valeurs partagées

- Esprit de service
- Fierté d'appartenance
- Ouverture d'esprit
- Respect
- Intégrité
- Flexibilité



2. Actifs dans différentes disciplines



L'exercice d'une fonction de police (spécialisée) au service du citoyen est une des missions principales de la police fédérale. De nombreux services de police fédéraux sont actifs sur l'ensemble du territoire dans divers domaines.

D'une part, il y a des services de première ligne uniformisés tels que, notamment, la police aérienne, la police des chemins de fer, la police de la navigation ou la police de la route. Leurs missions sont, en particulier, orientées vers les fonctionnalités de base : l'accueil, le travail de proximité, l'assistance aux victimes, l'intervention, la recherche et l'enquête, la gestion des événements et la circulation. Ces entités, ainsi que les détachements exclusivement chargés de missions spécifiques de protection (tel que le Détachement de protection pour les palais royaux et le Détachement de la police fédérale au SHAPE), sont quotidiennement présents sur le terrain. Ils fournissent un service qui doit être équivalent dans divers environnements et ce, d'une manière intégrée en collaboration avec des partenaires, tant internes qu'externes.

En outre, il existe aussi des services non uniformisés de la police judiciaire fédérale au niveau central et de l'arrondissement. Ces services effectuent surtout des enquêtes (ou fournissent un appui aux enquêtes) et contribuent

à l'approche intégrale et intégrée de la criminalité supra locale, organisée et déstabilisante, le terrorisme la société ainsi que des délits exigeant une approche spécialisée.

Ensuite, quelques autres entités jouent un rôle essentiel dans le cadre du fonctionnement intégré. Au niveau de chaque arrondissement judiciaire, la direction de coordination et d'appui de la police fédérale (DCA), dirigée par un directeur coordinateur administratif (Dirco), exerce une fonction charnière entre la police fédérale et la police locale. Les carrefours d'information de l'arrondissement (CIA) assurent, à ce niveau, un flux d'informations optimal.

La coopération policière internationale constitue également un point d'attention important pour la police fédérale. Cette coopération avec d'autres pays est très importante, tant pour la lutte contre la criminalité (organisée) internationale (pour démanteler, par exemple, une filière de traite des êtres humains) que pour le maintien de l'ordre public par-delà les frontières (par exemple, pour suivre les déplacements de supporters lors de grandes compétitions internationales de football). Cette coopération internationale se traduit par de nombreux liens, dans le cadre de l'Union européenne, ou avec des organisations internationales.

2.1. Sécurité routière

La sécurité routière constitue, depuis des années, déjà une priorité des autorités. Conformément à l'objectif européen et aux recommandations des Etats généraux de la sécurité routière de mars 2007, le nombre de morts, victimes d'accidents de la route, doit substantiellement diminuer jusqu'à un nombre maximum de 500 pour l'année 2015. Pour réaliser cet objectif, on a visé, pour 2010, une réduction de la moitié du nombre de tués par rapport à la moyenne 1998-2000, c'est-à-dire de 1 500 à moins de 750 morts. L'année s'est soldée par la mort d'environ 840 personnes (les chiffres officiels ne sont pas encore connus) sur nos routes, pour 948 en 2009. En 2010, 78 personnes ont perdu la vie sur les autoroutes contre 126 en 2009..

L'approche de la sécurité routière est également une priorité du plan national de sécurité 2008-2011. La police fédérale, en grande partie la police de la route active sur les autoroutes et les voies assimilées, consacre donc une attention particulière à ce thème. La vitesse inadaptée,

la conduite sous influence, le franchissement des feux rouges, les équipements de sécurité et les poids lourds sont des domaines d'attention prioritaires du plan d'action circulation présentant des objectifs opérationnels. Ceci s'illustre par exemple par l'augmentation très remarquable du nombre de contrôles d'alcoolémie effectués : en 2010, la police fédérale de la route a réalisé plus de 220 000 tests d'haleine contre 155 000 en 2009. L'attention que la police fédérale de la route accorde à ces phénomènes fut renforcée en octobre 2010 par l'organisation d'un Village européen de la sécurité routière aux alentours du Parlement européen, en étroite collaboration avec le Service public fédéral Mobilité.

En 2010, la police fédérale de la route a poursuivi les efforts des années précédentes. Outre le fait d'assurer les tâches régulières telles que la surveillance de la circulation routière, la constatation d'accidents de la route et l'exécution d'escortes, des actions de contrôle ciblées et particulières ont régulièrement été organisées, comme les

actions mensuelles NAWAY (*National Action on highWAYS*). En collaboration avec des corps de la police locale, des actions intégrées de contrôle ont été menées. En 2010, la police fédérale de la route a aussi activement participé à des actions internationales dans le cadre de la sécurité routière, principalement lors des semaines de contrôle TISPOL (*Traffic Information System for the Police*, réseau européen pour les services de police de la circulation). La collaboration avec les collègues de la police néerlandaise (principalement la Koninklijke Landelijke Politiediensten) s'est par ailleurs intensifiée. Les efforts fournis et toutes ces actions ont porté leurs fruits, comme le démontrent les faits marquants présentés dans les pages suivantes et les chiffres-clés figurant en annexe.

Une attention particulière a également été consacrée à l'amélioration du recueil et du traitement des données dans le domaine de la circulation. Cela a conduit au développement du centre d'expertise '*CENTREX-circulation routière*'.

5/03/10

Contacts souffle ses 40 bougies

Voilà 40 ans déjà que le programme télévisé hebdomadaire Contacts est diffusé sur 'La Une'. Pour marquer cet anniversaire, deux émissions spéciales ont été tournées au Musée de la police intégrée en présence des quatre présentateurs qui se sont succédé aux commandes de celle-ci. L'objectif de la diffusion de Contacts, une co-production de l'Institut belge pour la sécurité routière et de la police fédérale, est d'améliorer la sécurité routière et la qualité de vie. Le programme a été diffusé pour la première fois sur la RTBF le 1^{er} mars 1970.

29/04/10

Contrôles de vitesse à grande échelle

La police fédérale de la route organise régulièrement à différents endroits des contrôles de vitesse à grande échelle. Durant cette action, pas moins de 118 673 véhicules ont été contrôlés et 5 165 infractions ont été constatées. Un motard a été flashé à 215 km/h. Il s'agit de la vitesse maximale mesurée au cours de l'opération de contrôle. La police fédérale collabore en outre avec l'Institut belge pour la sécurité routière. En marge de ces contrôles, une action de sensibilisation a ainsi été organisée sur le parking de Waarloos, le long de la E19, en direction d'Anvers.

**EN GÉNÉRAL**

La police fédérale de la route a constaté, au total, 807 823 excès de vitesse à l'aide de radars et de caméras automatiques (une augmentation de 8,2% par rapport à 2009).

4-6/07/10

Circulation fluide et sûre lors du Tour de France

Le Tour de France est de passage en Belgique. La police fédérale et les zones de police locale situées sur le territoire de la traversée ont tout mis en œuvre pour que la circulation se déroule de la manière la plus aisée et la plus sûre possible.



13/09/10

Ceinture de sécurité et GSM au volant

La police fédérale de la route a organisé une vaste opération de contrôle dans le cadre du port de la ceinture de sécurité et de l'usage du GSM par les automobilistes. Des contrôles étaient organisés sur autoroutes dans l'ensemble du pays. Au total, 1 555 véhicules ont été contrôlés. Parmi les automobilistes contrôlés, 556 ne portaient pas leur ceinture de sécurité et 63 utilisaient leur GSM alors qu'ils étaient en train de conduire. 1 005 éthylo-tests ont aussi été effectués : 9 personnes conduisaient sous l'influence de l'alcool. Le parquet a décidé de retirer le permis de deux d'entre elles pour une période de 15 jours.

CRACHE TEST

Le test salivaire contre la drogue au volant est désormais une réalité. La procédure a été simplifiée afin que les policiers de terrain puissent l'utiliser. Le test salivaire, qui remplace le test d'urine, permet de détecter la présence des substances suivantes : THC (le composant actif du cannabis, du haschisch et de la marijuana), la morphine, l'héroïne, la cocaïne, les amphétamines et les méthamphétamines.

12/10/10

Transport lourd dans le collimateur

La police fédérale de la route a organisé, pour la troisième fois, un vaste contrôle national des poids lourds. Des contrôles étaient entre autres effectués en matière de transports de déchets et d'immigration illégale. A côté de cela, une attention permanente était accordée au respect de la réglementation inhérente aux poids lourds telles que les temps de conduite et de repos, l'arrimage, les masses et dimensions maximales autorisées, le transport rémunéré de choses, les documents de bord et la conduite sous influence. Au total, environ 300 véhicules ont été contrôlés et 97 infractions constatées.



27/11/10

BOB à Anvers

La police fédérale de la route d'Anvers a donné le signal de départ à la nouvelle campagne BOB. Lors de plusieurs contrôles effectués sur les autoroutes de la région anversoise, 114 automobilistes ont subi un contrôle ciblé sur la conduite sous l'influence de l'alcool et/ou de la drogue. 16 d'entre eux étaient sous l'influence de l'alcool.

CAMPAGNE BOB

La police fédérale de la route a également contribué en 2010 à la campagne BOB. Au total, 55 913 conducteurs ont été contrôlés en matière de conduite sous influence d'alcool et /ou de drogues.

2.2. L'approche intégrale et intégrée des phénomènes prioritaires

Les phénomènes qui doivent être abordés prioritairement sont définis dans le plan national de sécurité (PNS). Pour la police fédérale, ce sont, en particulier, les phénomènes prioritaires présentant un caractère organisé :

- les délits de violences graves;
- les délits patrimoniaux (groupes d'auteurs itinérants);
- la criminalité économique et financière (corruption, fraude et blanchiment);
- la production de drogue et le trafic de drogue ainsi que la criminalité liée à la drogue (production de drogue de synthèse, culture du cannabis, importation et transit d'héroïne et de cocaïne et trafic de rue);
- la criminalité informatique grave;
- la criminalité environnementale grave (trafic organisé de déchets);

- le terrorisme;
- la traite et le trafic d'êtres humains (exploitation économique et sexuelle).

Ces types de criminalité sont surtout le domaine d'action de la police judiciaire fédérale. Mais d'autres services de police de première ligne (police locale, police de la navigation, police des chemins de fer, police aéronautique,...) contribuent à l'approche de ces priorités.

En vue d'une approche intégrale et intégrée, des programmes ont été élaborés au niveau central. Ceux-ci comprennent toutes les activités préventives et répressives en vue de l'approche et du suivi des phénomènes prioritaires. Au niveau de l'arrondissement, des projets sont mis en œuvre en vue de la prévention, de la détection, de la répression et de la diminution des problèmes. Tout projet aboutit à des plans d'action couvrant une période de un à

quatre ans et représentant une série de mesures et d'activités devant garantir que les objectifs soient atteints.

En 2010, les projets en cours ainsi que les plans d'action se sont poursuivis assidûment. D'autres y ont été ajoutés. Sur base des expériences, des leçons à tirer et des bonnes pratiques, l'approche a été corrigée.

Plus encore qu'auparavant, des initiatives intégrées ont été prises pour lesquelles la collaboration avec les partenaires externes s'avère primordiale. La pratique démontre que le fait de s'attaquer ensemble aux phénomènes mène à de meilleurs résultats.

04/01/10

Arrestation du suspect d'un double meurtre

Un homme âgé de 38 ans, R.J., a été arrêté pour le double meurtre d'un jeune couple de Halen. Il a ensuite rapidement été suspecté de l'enlèvement et du meurtre commis en avril 2007 sur une jeune fille à Schaffen. Le Comité P a enquêté sur la manière dont l'information relative à R.J a été utilisée dans l'enquête sur le meurtre et a publié, en 2010, un rapport avec des recommandations.

23/01/10

70 illégaux interceptés

La police des chemins de fer d'Anvers a effectué un vaste contrôle qui a mené à la rédaction de 80 procès-verbaux. Lors de cette opération, 70 illégaux ont été interceptés.



26/01/10

Trafiquants de main-d'oeuvre

Après trois mois d'observations intensives et d'écoutes téléphoniques, une opération de grande envergure a été menée avec 135 fonctionnaires de police et l'appui des P.J.F de Mons et de Tournai, des unités spéciales et des chiens pisteurs de la gendarmerie française du Nord-Pas-de-Calais. Une organisation criminelle très active dans le secteur de la construction (trafiquants de main-d'oeuvre) a été découverte. 39 perquisitions ont eu lieu. L'opération a donné lieu à 10 privations de liberté dont 3 arrestations immédiates et 7 mandats d'arrêts.

4/02/10

Bande criminelle de motards

Une action coordonnée en matière de culture de drogue a été menée contre une bande criminelle de motards (Hell's Angels) avec respectivement 19, 7 et 5 perquisitions en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Au total, 18 suspects ont été arrêtés et une dizaine de plantations de cannabis ont été démantelées. Six armes à feu, 105 pilules XTC et de petites quantités de speed, de cocaïne et de marijuana ont également été confisquées. L'opération a pu réussir grâce à une approche intégrée et intégrale optimale.

15/02/10

5 trafiquants de drogue incarcérés

Les chutes de neige n'ont pas empêché les enquêteurs d'arrêter six membres d'une même bande. Les policiers ont découvert des stupéfiants, des amphétamines et des produits hormonaux. Des véhicules, des motos et des fonds ont également été saisis.

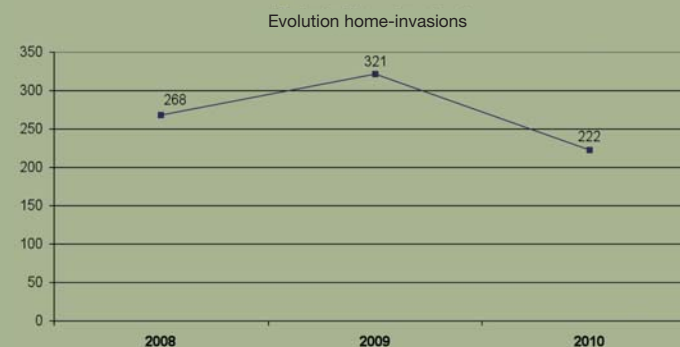
17/02/10

'Home invasions' : des arrestations

La police judiciaire fédérale a effectué une série de perquisitions et a procédé à des arrestations dans le cadre d'une enquête sur une bande belge dirigée à partir du Limbourg et ayant commis, dans le courant de 2009, plusieurs

'home invasions' dans les arrondissements de Turnhout et de Hasselt. Les faits concernaient des vols à main armée pendant lesquels plusieurs victimes ont été ligotées et menacées dans leur habitation.

En 2010, 222 home-invasions ont été enregistrés pour l'ensemble du pays. En 2009, ce nombre s'élevait à 321.

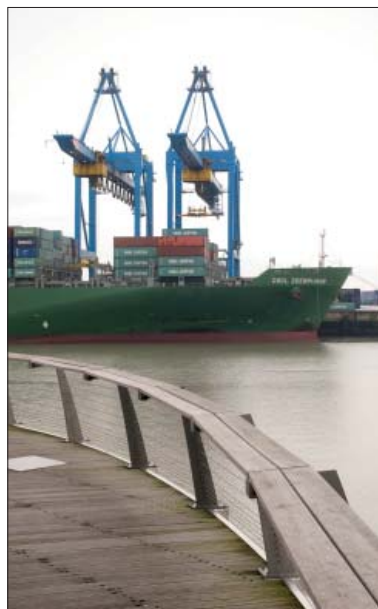


19/02/10

Réseau de cocaïne démantelé dans le port d'Anvers

Une enquête de grande envergure de la police judiciaire fédérale de Termonde, menée en collaboration avec la police locale de Voorkempen, s'est clôturée. Les investigations sur un réseau de trafiquants de cocaïne dans le port d'Anvers ont débuté suite à une grande enquête belgo-hollandaise en matière de culture de cannabis. Celle-ci a donné lieu à plusieurs dizaines d'arrestations sur les territoires belge et néerlandais.

La douane et la police ont saisi au total 5974 kg de cocaïne dans le port d'Anvers. En 2009, il s'agissait de 3566 kg.



25/02/10

Opération Obelix dans la région de Tongres

Une action de contrôle de grande envergure a été organisée dans l'arrondissement judiciaire de Tongres. Les services de police ont découvert quatre personnes signalées. Trois véhicules, quatre armes prohibées et six permis de conduire ont été confisqués.

Huit perquisitions dans un trafic international de drogue

La police judiciaire fédérale d'Asse, division recherche de l'aéroport, a effectué huit perquisitions simultanées dans le cadre d'une enquête judiciaire sur une organisation criminelle active dans le trafic de cocaïne. Plusieurs suspects ont été appréhendés.



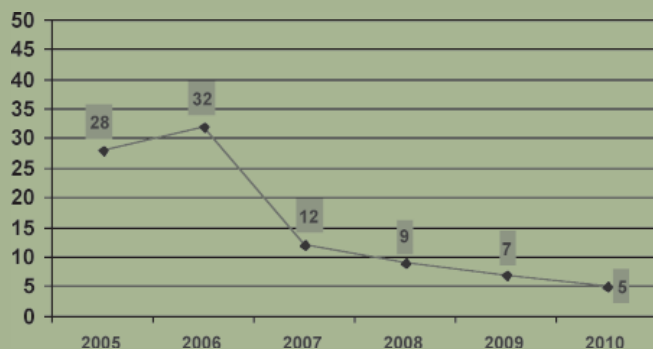
4/03/10

Tiger kidnapping à dénouement mortel

Le 12 août 2009, un couple a été agressé dans son habitation, à Gand, par deux gangsters. Le mari a été tué par balles et sa femme a reçu une balle dans le bras. Après une enquête

intensive, la police judiciaire fédérale de Gand a pu arrêter deux suspects dont l'intention initiale était de commettre un tiger-kidnapping qui a finalement mal tourné.

Le nombre total de tiger-kidnappings



Le nombre total de faits et de tentatives de tiger-kidnapping a baissé continuellement, passant de 32 en 2006 à 5 en 2010.

5/03/10

Narcotrafiquants arrêtés dans l'Eurorégio

La police judiciaire fédérale de Tongres a démantelé une bande internationale de narcotrafiquants. L'organisation criminelle importait, depuis pas mal de temps, des milliers de kilos de haschisch provenant du Maroc, à travers le continent, vers la région frontalière Belgique- Pays-Bas. Les drogues avaient pour destinations finales l'Italie, la France et les Pays-Bas.

16/03/10

20 perquisitions dans le milieu des trafiquants de main-d'oeuvre

La police judiciaire fédérale de Mons, avec l'appui d'autres services de la police locale et fédérale, a effectué une vingtaine de perquisitions dans le milieu des trafiquants de main-d'oeuvre dans la construction. Quatre suspects ont été placés sous mandat d'arrêt et huit autres ont été inculpés.

19-20/03/10

Opération Dancing dans la région de Tournai

Lors d'une opération nocturne de contrôle, les services de police de la région de Tournai ont intercepté deux dealers de pilules d'XTC. Quatre véhicules, deux armes prohibées et neuf permis de conduire ont été saisis.

21/03/10

Fraude Telecom

Le 21 mars 2010, un ressortissant pakistanais a été arrêté à Bâle, en Suisse, et extradé vers la Belgique. Cette personne était le responsable d'une fraude internationale aux télécommunications.

Lors d'une action de la PJF Courtrai, les centrales ont été démantelées et des arrestations ont eu lieu. En octobre 2010, le responsable a été condamné à 6 ans de prison et ses coauteurs ont reçu entre 1 et 5 ans de prison. Les recettes, d'un montant d'environ 1,2 millions d'euros, ont été saisies.

26/03/10

Voleurs mineurs en flagrant délit

La police des chemins de fer de Louvain a arrêté deux mineurs qui, peu avant, avaient commis un cambriolage dans une habitation à Zaventem. Les deux jeunes ont été mis à la disposition du juge de la jeunesse de Bruxelles.



04/10

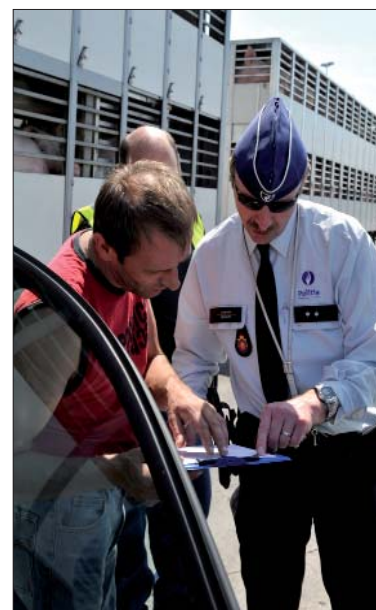
Au moins 130 faits en moins de 8 mois ...

En avril 2010, les enquêteurs de la police judiciaire fédérale de Huy ont pris en flagrant délit un homme de 23 ans et deux coauteurs lors d'un vol de voiture. Sur base des éléments recueillis et en établissant systématiquement et précieusement des liens avec d'autres faits, les intéressés ont pu être associés à plus de 40 délits, principalement des vols avec effraction dans des véhicules dans les arrondissements de Dinant, Namur et Huy. L'enquête a démontré que le suspect principal et 5 autres coauteurs (2 mineurs) étaient impliqués dans plus de 85 autres faits, principalement dans les arrondissements de Huy et de Liège (vols avec effraction dans des habitations et des entreprises, de violents vols de voitures sur la voie publique, des vols dans des garages).

6/04/10

Contrôles de transports d'animaux à Courtrai

Les six zones de police locale de l'arrondissement de Courtrai, en collaboration avec la police judiciaire fédérale et l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, ont, pour la sixième fois, effectué des contrôles sur les transports d'animaux. L'attention était portée sur le bien-être animal et éventuellement sur la consommation/possession de produits hormonaux.



15/04/10

110 kg de cocaïne dans des caisses de fruits

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a saisi 110,860 kg de cocaïne pure chez un grossiste en fruits et légumes. La drogue provenait de Colombie et était dissimulée dans des caisses de fruits.

23/04/10

Cambriolages dans la région de Grammont-Zottegem

Les zones de police locale de Grammont-Lierde et Zottegem-Herzele-Sint-Lievens-Houtem, ont contrôlé, avec la police fédérale de l'arrondissement judiciaire d'Audenarde, à différents endroits, 267 véhicules et 78 personnes. Cette action de contrôle intégrée était focalisée sur des cambriolages dans les habitations dans les régions de Grammont-Lierde et Zottegem-Herzele-Sint-Lievens-Houtem.

4/05/10

Trafic de drogue via les autoroutes

La police fédérale de la route a effectué un contrôle national sur les autoroutes dans le cadre du trafic de drogue. L'opération s'est déroulée spécifiquement sur les axes de circulation importants entre les Pays-Bas et la France. Trois personnes ont été arrêtées et des quantités relativement importantes de drogue ont été saisies.



18/05/10

Transports de déchets et de lisier dans le collimateur

Pas moins de 14 services de police différents, issus des arrondissements de Courtrai et d'Ypres, ont effectué, tant sur la route que sur les voies navigables, des contrôles sur le transport de déchets et de lisier. Au total, 115 personnes ont participé à cette action. Trois navires ont été mis sous embargo et une dizaine d'infractions à la réglementation de l'environnement et 6 infractions aux temps de roulage et de repos ont été constatées.

19/05/10

Pour près de 100 millions d'euros de cocaïne saisie

Dans la nuit du 19 au 20 mai 2010, la police de la navigation d'Anvers a découvert quelque 400 kg de cocaïne. La drogue était dissimulée dans 13 sacs de sport qui avaient été abandonnés sur 4 trolleys au port d'Anvers.

25/05/10

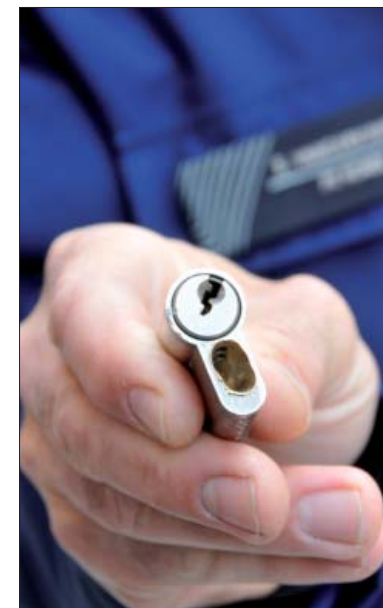
Opération policière à Anderlecht

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a, en collaboration avec plusieurs services de police et d'appui, mené une double opération contre une organisation criminelle active dans les quartiers les plus difficiles d'Anderlecht. Cette organisation était surtout active dans le trafic de drogues et se caractérisait par l'élaboration d'une position de monopole sur base d'intimidation, de violence et de contre-stratégies vis-à-vis des autorités.

28/05/10

Nouvelle approche pour une lutte encore plus efficace contre les groupes d'auteurs itinérants

Face à l'évolution des phénomènes dans lesquels les groupes d'auteurs itinérants sont actifs, l'approche doit être régulièrement actualisée pour permettre aux divers acteurs de la chaîne de sécurité d'agir rapidement. Un nouveau plan d'action a été élaboré sur base d'une évaluation menée par tous les acteurs impliqués, notamment le Collège des procureurs généraux, le parquet fédéral, les polices fédérale et locale, le Service public fédéral Intérieur, le Secrétariat administratif et technique (SAT) Justice et l'Université de Gand, coordonnés par le Cabinet du Premier ministre ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Justice. De nouveaux défis ont été formulés.



SKIMMING

Le phénomène du skimming s'est éteint dans le courant de l'année 2010, grâce aux mesures prises par les banques, rendant obligatoire l'utilisation du code pin et impossible l'utilisation de cartes de débit hors Europe. Depuis lors, est apparu le phénomène du 'shouder-surfer' (regarder par-dessus les épaules de la victime afin de pouvoir lire son code pin).

8/06/10

Skimming : 4 suspects arrêtés à Bruxelles

Une enquête menée par la police judiciaire fédérale de Bruxelles a permis l'arrestation de deux personnes suspectées de skimming. Tout le matériel nécessaire pour copier les bandes magnétiques des cartes bancaires et exploiter les données copiées a également été saisi.



9/06/10

Escroc arrêté la main dans le sac

Après plusieurs années de jeu du chat et de la souris, la police judiciaire fédérale de Bruxelles est enfin parvenue à arrêter un escroc réputé, pris la main dans le sac au moment où sa dernière victime s'appretait à lui remettre 270 000 euros.

Trafic d'armes : 6 suspects arrêtés

La police judiciaire fédérale de Gand a fait irruption dans 11 adresses à Gand et dans la région anversoise dans le cadre d'un trafic d'armes illégal. 10 suspects ont été interceptés et 6 placés sous mandat d'arrêt. 10 armes, des munitions et un silencieux ont été découverts.

11/06/10

170 policiers ferment la E17 entre Waregem et la frontière française

Dans la nuit du 11 au 12 juin 2010, une opération de police intégrée a été organisée par la police fédérale et les zones de police locale de l'arrondissement judiciaire de Courtrai. Cette opération était baptisée 'PACK 3'. Quatre personnes signalées ont été interceptées, 5 armes interdites confisquées, 8 permis de conduire retirés et 11 procès-verbaux rédigés pour possession de drogues douces.

24/06/10

Perquisitions dans les milieux ecclésiastiques

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a effectué, sur mandat du juge d'instruction, une série de perquisitions dans le cadre d'une enquête judiciaire portant sur des faits d'abus sexuels de mineurs en milieu ecclésiastique.

25/06/10

Le FAST arrête un fugitif

Un criminel dangereux qui s'était évadé en août 2006 de la prison de Termonde en compagnie de 27 autres détenus, a été arrêté en Ukraine par le Fugitive Active Search Team de la police fédérale.



29/06/10

La justice malinoise démantèle une bande de voleurs macédoniens

La police fédérale de Malines a pris en flagrant délit 3 membres d'une bande de voleurs macédoniens. Lors de 4 perquisitions qui ont suivi, un suspect supplémentaire a encore été arrêté. Grâce à ces arrestations, la bande, active dans l'ensemble du pays, a pu être démantelée.

5/07/10

Escroc du web arrêté

La police fédérale a arrêté un escroc recherché, actif sur internet, dans un cybercafé bruxellois.



14/07/10

477 kg de cocaïne dans deux containers de bananes

477 kg de cocaïne ont été saisis dans deux containers de bananes dans le port d'Anvers. Cette réussite est le fruit d'une excellente collaboration entre l'inspection de recherche des Douanes et Accises et la police judiciaire fédérale d'Anvers.

23/07/10

Trafiquants de drogues et d'armes campinois

La police judiciaire fédérale et le parquet de Turnhout ont effectué une série de perquisitions dans le cadre de l'enquête sur une organisation criminelle campinoise qui était active, tant dans le trafic d'armes que dans le trafic de drogue. De grandes quantités de drogues et d'armes, trois véhicules et un bateau ont été confisqués. Quatre suspects ont été mis sous mandat d'arrêt par le juge d'instruction de Turnhout.

4/08/10

Le FAST arrête une figure-clé de la Camorra

Un des membres les plus importants de la Camorra napolitaine a été arrêté à Schaerbeek. C'est le Fugitive Active Search Team (FAST) de la police fédérale, en collaboration avec la section drogues de la police judiciaire fédérale de Bruxelles, qui a retrouvé sa trace.

20/08/10

Des personnes diffusant des faux billets et de faux papiers arrêtés

La police judiciaire fédérale de Gand a démantelé un réseau international actif dans la diffusion de faux billets et de faux documents de séjour. L'argent et les papiers d'identité étaient notamment fabriqués de manière professionnelle dans le sud de l'Europe et importés en Belgique via des coursiers. L'argent et les papiers étaient ensuite diffusés en Belgique.



25/08/10

Organisation criminelle de voleurs de métaux démantelée

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a effectué sept perquisitions dans le cadre d'une enquête judiciaire menée à l'encontre d'une organisation criminelle spécialisée dans les vols de métaux commis à l'encontre de la SNCB. Neuf personnes ont été arrêtées parmi lesquelles le chef de la bande.

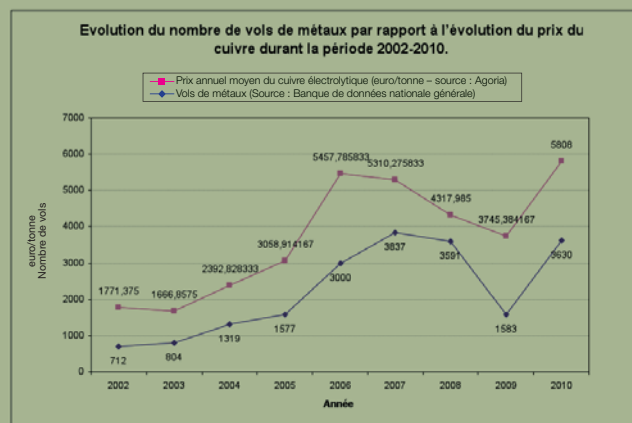
3/09/10

La Cellule des personnes disparues souffle ses 15 bougies

La Cellule des personnes disparues de la police fédérale existe depuis 15 ans. Durant cette période, elle a ouvert plus de 16 000 dossiers relatifs à des disparitions inquiétantes. 95 % de ces affaires ont été résolues et 777 dossiers sont encore en cours. Un ouvrage est publié à l'occasion de ce 15^e anniversaire : *Ne jamais dire jamais. 15 ans de la Cellule des personnes disparues.*

HAUSSE DU NOMBRE DE VOLS DE MÉTAUX

Nous constatons, depuis plusieurs années déjà, que le nombre de vols de métaux est lié au prix du métal (cuivre). L'année 2010 a connu une forte augmentation du prix et du nombre de vols commis.



1/09/10

21 'cueilleurs' dans une plantation de cannabis

Suite à une descente et à une série de perquisitions, la police judiciaire fédérale de Tongres a procédé au démantèlement d'une bande criminelle de trafiquants de drogue. Les enquêteurs ont arrêté 21 personnes occupées à cueillir les plants de cannabis.

PLANTATIONS DE CANNABIS

En 2010, 951 plantations de cannabis ont été découvertes dans notre pays, soit une augmentation de 26% par rapport à 2009. 57 d'entre elles étaient de nature 'industrielle', c'est-à-dire avec plus de 1000 plants. Là où autrefois elles se localisaient surtout dans la région frontalière avec les Pays-Bas, nous devons aujourd'hui constater que les cultures se développent partout dans le pays, y compris dans les grandes villes.



9/09/10

Traite des êtres humains et exploitation sexuelle

Suite aux déclarations de plusieurs filles d'origine roumaine ayant travaillé dans un 'centre de massage' dans l'arrondissement d'Arlon, une enquête sur la débauche a été menée par la P.J.F. d' Arlon. Des renseignements selon lesquels le souteneur roumain se rendrait, le 9 septembre 2010, à Athus pour collecter l'argent de la prostitution, ont permis de mener à bien une action planifiée.

17/09/10

Médicaments illégaux

La police judiciaire fédérale de Termonde a mené une enquête dans le cadre d'un vaste commerce de médicaments et de compléments alimentaires illégaux. Ces produits étaient sensés stimuler la libido. Le cerveau de l'organisation a été arrêté et placé sous mandat d'arrêt.



2/10/10

504 pilules d'XTC saisies

Lors d'un contrôle de police organisé à Marche-en-Famenne, 13 personnes ont été interceptées en possession de stupéfiants. La police a saisi 2 armes prohibées et plusieurs quantités de drogues dont 504 pilules d'XTC. Cette opération de police intégrée baptisée 'Macamaro' s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le trafic et la consommation de drogue.

62 kg de cocaïne saisis à Brussels Airport

Un Allemand, un Néerlandais et une Espagnole ont été arrêtés à l'aéroport de Zaventem en possession de 62,095 kg de cocaïne. 53 paquets étaient dissimulés dans leur bagage à main.

14/10/10

42 cueilleurs de fruits exploités

Lors d'une opération coordonnée, 5 perquisitions ont eu lieu simultanément dans le cadre d'une enquête en cours concernant la traite des êtres humains et, plus spécifiquement, l'exploitation économique. La police fédérale judiciaire d'Hasselt, avec l'appui de la zone de police locale de St-Trond et de plusieurs services d'inspection, a effectué ces perquisitions dans 5 immeubles. Il s'agissait de lieux de résidence temporairement destinés à des ouvriers roumains.

23/10/10

La police des chemins de fer arrête un voleur de vélos

La police des chemins de fer d'Anvers a surpris un voleur de vélos très actif. Au total, l'homme a avoué 623 vols de vélos. Lors du même week-end, les membres de la police des chemins de fer d'Anvers ont également intercepté deux autres personnes : un taggeur et un trafiquant de cigarettes recherché internationalement.



26/10/10

La police démantèle une bande criminelle moldave

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a effectué, dans le cadre d'une enquête menée à l'encontre d'une organisation criminelle spécialisée dans les vols avec effraction, une série de perquisitions et d'arrestations coordonnées en Italie, en France et en Belgique. Cinq têtes pensantes de l'organisation ont été arrêtées.

24/11/10

Un assassinat élucidé

Le 14 novembre 2010, un triple assassinat et une tentative d'assassinat furent commis sur une famille à Wemmel. En collaboration avec les unités spéciales du Luxembourg et de Paris, les présumés meurtriers ont été interceptés. Les véhicules volés ont été localisés et saisis. L'enquête a été menée par la PJF d'Asse.

9/12/10

Une bande de dealers de speed arrêtée

Après une collaboration de plusieurs mois entre la police judiciaire fédérale de Tongres et la recherche de la police locale de Bizen, une bande de dealers de speed a pu être arrêtée durant une action coordonnée grâce à l'assistance de la PJF de Hasselt, les corps de police locale de Tirlémont et de Genk. Les cinq suspects principaux ont été arrêtés. Le leader opérait au départ de son domicile au Limbourg. Via un laboratoire de drogue aux Pays-Bas, il fournissait quotidiennement du speed à ses dealers et il pouvait ainsi trafiquer des dizaines de kilos par semaine. Les suspects ont été présentés au juge d'instruction à Tongres qui les a placés sous mandat d'arrêt. Outre les véhicules, des sommes considérables d'argent et d'autres objets ont encore été saisis.



13/12/10

Trafic de drogues démantelé

Dans le cadre de la lutte contre le milieu du crime organisé dans la région du Centre, notamment le trafic de drogues, la PJF de Mons a démantelé une organisation active dans le milieu italo-belge des *night-clubs*. Les deux principales voies d'approvisionnement, à savoir les Pays-Bas et le Nord de la France, ont été découvertes. 6 suspects ont été placés sous mandat d'arrêt.

21/12/10

Délits fiscaux/blanchiment

La PJF de Courtrai a bloqué 6,5 millions d'euros versés sur un compte belge et venant d'un compte suisse. Suite à trois perquisitions simultanées, une saisie supplémentaire a été effectuée sur 215 850 euros cash, 3 484 USD, 250 GBP et 43 kg d'or. Il s'agissait d'avoirs non déclarés placés sur des comptes étrangers. La fortune totale s'élevait à environ 25 millions d'euros.

DEBROM (Autocrim)

Au cours d'un contrôle durant une action Goliath, quatre personnes ont été trouvées en possession de faux passeports. L'enquête menée par la section autocrim de la PJF de Termonde a permis d'identifier un groupe belgo-zairois spécialisé dans la falsification de documents. Sept personnes ont été arrêtées. Diverses perquisitions ont donné lieu à la saisie de documents faux et volés, un véhicule, plusieurs laptops, des PC et des disques durs.

Dossier ARCO

Le dossier ARCO concerne la gestion frauduleuse de sociétés actives dans le secteur de l'expertise informatique. Le gestionnaire en question a été soupçonné d'abus de biens sociaux, abus de confiance, faux en écriture et usage de faux documents et de blanchiment. Ce dossier a également permis de découvrir certaines structures utilisées pour rémunérer les experts informatiques travaillant en Belgique via des sociétés offshore. Ces structures ont pour but de payer moins d'impôts en Belgique, voire pas du tout.

Actions RUNNER

Une action ciblée, intégrée avec la police de la route, la section technique de la police de la navigation et la zone de police Kouter sur et aux alentours des parkings le long de la E40, dans la lutte contre le trafic organisé d'êtres humains, a résulté en plusieurs enquêtes sur des réseaux de contrebande et l'arrestation d'organiseurs, de facilitateurs et de passeurs.

STREISAND

Ce dossier a donné lieu au démantèlement d'une organisation d'un trafic d'êtres humains qui transportait des ressortissants algériens, à partir de Bruxelles, vers le Royaume Uni. Pendant leur séjour à Bruxelles, les victimes étaient obligées de commettre des vols. Pour pouvoir exercer leurs activités criminelles, l'organisation faisait usage de faux documents d'identité. L'enquête a démontré que ces documents ont été fabriqués à Anvers. Au cours des interventions, on a découvert un laboratoire professionnel pour la confection de faux documents d'identité.

Trafic d'œuvres d'art entre Kinshasa et Bruxelles

Les quelque 350 objets en ivoire étaient cachés dans des statuettes en bois (+/- 65 cm). Les trafiquants ont été pris en flagrant délit au moment de recueillir les statuettes à Bruxelles. Les 3 expertises ont fait apparaître que l'ivoire provenait d'animaux abattus et que ces objets étaient des reproductions d'objets en bois.

Skimming par une organisation criminelle bulgare

Dans un dossier de skimming, deux Bulgares ont été pris en flagrant délit, le 4 mai 2010, à Bruxelles. Lors de la perquisition, deux autres Bulgares ont été arrêtés et du matériel de skimming a été confisqué. Grâce à l'analyse des PC et skimmers confisqués, différentes personnes ont pu être associées à un grand nombre de faits de skimming en Belgique.

Dossier VAGER

Dans l'enquête sur le meurtre d'une dame âgée de 78 ans, un suspect a pu être identifié à l'aide d'une empreinte

digitale. La suite de l'enquête a révélé que d'autres faits pouvaient lui être imputés, allant de vols ordinaires à des vols avec violence (et sac-jackings). Un complice a aussi été identifié.

Trafic de drogue international

En 2010, les enquêteurs de la police judiciaire fédérale d'Arlon ont dévoilé un vaste réseau criminel actif dans la vente d'héroïne à partir de Rotterdam. Un réseau d'approvisionnement de clients belges, luxembourgeois ou français a été découvert. L'exécution simultanée d'écoutes téléphoniques, de méthodes particulières de recherche et une opération judiciaire de grande envergure a mené à l'arrestation de 10 suspects, dont 7 ont été confirmées par le juge d'instruction. Lors de l'opération judiciaire, 12 kg d'héroïne ont été découverts. 25 kg étaient livrés mensuellement aux nombreux 'clients' et ce, depuis plus de quatre ans.

BR-ILAN

Une enquête a été menée sur des groupes d'auteurs itinérants opérant à partir des agglomérations liégeoise et

bruxelloise et dans différents arrondissements. Ils commettaient des cambriolages en série. Une étroite collaboration entre les PJF et les zones de police dans les arrondissements de Bruges, Liège et Bruxelles, les unités spéciales, les services centraux et les corps d'intervention (CIK) de Bruges et de Liège a permis d'arrêter 10 suspects. Des bijoux, des articles de luxe et environ 70 000 € cash provenant de cambriolages ont été saisis.

Trio très actif

En mars 2010, la PJF de Huy a pu établir le lien entre trois personnes et une association de criminels itinérants, actifs dans les arrondissements de Huy, Liège, Charleroi et Tongres. Des faits tels qu'une tentative d'assassinat, 20 vols à main armée, 8 vols de voiture violents, 3 vols de plaques d'immatriculation, 7 incendies criminels de voitures, 3 vols d'outils ont pu être mis à leur charge.

Opération O village en matière de terrorisme

L'enquête sur le PKK à Charleroi est un bel exemple de collaboration entre les directions centrales, d'autres PJF,

les zones de police et les services externes. Par le biais d'un échange d'infos permanent entre la DJP Terro et les PJF concernées, les suspects ont pu être enregistrés, identifiés, mis sur écoute et observés. Des crimes violents ont été dévoilés. La coopération internationale était également importante dans ce dossier, notamment avec la Bulgarie, la Suisse et l'Italie. La PJF de Bruxelles a mené cette opération en collaboration avec une centaine de fonctionnaires de police et l'appui des unités spéciales et d'équipes d'intervention spécialisées. La Direction générale de la police administrative a détaché deux collègues qui parlaient Turc afin d'assister les enquêteurs pour les écoutes et la traduction de documents. Grâce au soutien de la police aéronautique, les déplacements des suspects par avion ont pu être retracés. Ils étaient actifs dans toute l'Europe.

2.3. Opérations de police intégrée



Le caractère intégré du service de police, structuré à deux niveaux, se manifeste par de nombreuses actions de police intégrée. Ces opérations sont organisées sur la base d'une concertation et sont exécutées de manière coordonnée. Elles requièrent un déploiement visible et inhabituel de police locale et fédérale aux niveaux régional, arrondissemental, provincial, et même national.

Les opérations de police intégrée FIPA (*Full Integrated Police Actions*) sont plus particulières. Ces actions sont généralement menées dans le cadre de cambriolages de maisons, de vols de voitures, et de homejacking qui sont des thèmes très sensibles auprès de la population. Ces types de criminalité sont en outre repris, comme priorité, dans le plan national de sécurité ainsi que dans la plupart des plans zonaux de sécurité. Les chiffres de la criminalité indiquent d'ailleurs le devoir de rester extrêmement vigilants.

14/01/10

Campagne intégrée BOB réussie

La Ministre de l'Intérieur Annemie Turtelboom a communiqué les résultats de la campagne intégrée BOB 2009-2010. Les objectifs ont largement été atteints et les efforts entrepris pour faire chuter le nombre de décès sur les routes seront poursuivis. Les polices locale et fédérale ont soumis 212.592 automobilistes à un test d'haleine lors de la campagne BOB. L'objectif des 180.000 contrôles a ainsi été dépassé!

Parmi tous les conducteurs contrôlés, 7.819 (3,68%) avaient trop bu, ce qui représente une diminution remarquable par rapport à la campagne précédente (2008-2009) lors de laquelle une moyenne de 4,89% roulaient sous influence.

Les efforts des services de police se poursuivent au-delà de la campagne BOB dans le but de réduire le nombre de tués sur nos routes.

24/02 & 22/09/10

Cinq arrestations dans les transports en commun

Une opération FIPA a été organisée dans la région de Tournai. Cette opération s'inscrivait dans le cadre de la sécurisation dans transports en commun. Elle a été menée en collaboration avec le personnel des sociétés de transports et de la douane. Cinq personnes ont été arrêtées pour faits de drogue. Quatre personnes signalées ont été interceptées.

Conditions hivernales à Marche-en-Famenne

En période hivernale, le réseau régional et autoroutier ardennais est régulièrement perturbé par de graves difficultés de circulation. Dans ce cadre, une gestion coordonnée de la police de la route de la province du Luxembourg et de la ZP Famenne-Ardenne a, à chaque fois, été mise en place avec des moyens communs.

Les autorités et instances responsables de la planification d'urgence sont des partenaires importants. Le but est de garantir en tout temps la sécurité des usagers.

5/02/10

Opération Goliath dans l'arrondissement de Gand

Des contrôles ont été effectués avec des patrouilles policières anonymes et identifiables. L'action a été menée par 123 policiers. 889 véhicules et leurs passagers ont été contrôlés rigoureusement. Cinq personnes signalées au niveau national ont été identifiées. Six personnes ont été arrêtées administrativement dans le cadre de la législation sur les étrangers. Trois tests d'alcolémie se sont révélés positifs. Une quantité limitée de drogues (marihuana, haschisch, speed...) a été saisie.



24/03/10

Antigoon contre les groupes d'auteurs itinérants

Au cours d'une vaste opération de police menée par les polices locale et fédérale dans l'arrondissement d'An-vers, cinq personnes ont été mises à la disposition du parquet. Huit illégaux ont fait l'objet d'une arrestation administrative. Les policiers ont également retiré neuf permis de conduire. Ce contrôle, baptisé 'Antigoon', était dirigé contre des groupes d'auteurs dans le cadre de la lutte contre les cambriolages, les vols de véhicules et les hold-up au bétier. La Ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom, a assisté à cette action.



6/05/10

Opération FIPA orientée 'Vols habitations'

Les quatre zones de police locale de l'arrondissement de Verviers, coordonnées par la Direction de coordination et d'appui (DCA) de Verviers et appuyées, en matière de communication, par le CIC de Liège, ont organisé une opération visant à dissuader ou intercepter les auteurs de vols dans habitations. Cet objectif était localement complété par des contrôles en matière de roulage. Les points de contrôle ainsi que les date et heures de l'opération ont été proposés sur base d'une étude préalable réalisée par l'analyste stratégique de la DCA. Cette analyse a permis de déterminer les créneaux horaires dans lesquels les auteurs de vols dans habitations sont les plus actifs de même que les couloirs routiers empruntés généralement par ces derniers. 51 policiers ont participé à cette FIPA et ont contrôlé 233 véhicules et 153 personnes.



20/06/10

Conducteurs sous influence

La police de la route du Hainaut a organisé, en collaboration avec la zone de police de Châtelet, une opération de contrôle alcool dans la région de Charleroi. Au total, 1 189 personnes ont été soumises à un éthylotest, 108 d'entre elles conduisaient sous l'influence de l'alcool (soit 9% des conducteurs contrôlés). Douze permis de conduire ont été retirés pour conduite sous influence et un véhicule en défaut d'assurance a été saisi. Près de 80 policiers de la police fédérale et de la police locale ont participé à l'action.



17/11/10

Contrôles de police dans les gares SNCB

Une opération de grande envergure de la police intégrée s'est déroulée dans sept gares de l'arrondissement judiciaire de Courtrai. Au total, 26 trains et 1 550 personnes ont été contrôlés. Une personne, en séjour illégal, en possession d'une somme de 13 500 euros a été arrêtée et le montant a été saisi.



2.4. Collaboration policière par-delà les frontières



La coopération avec les services de police et les autorités policières d'une part, et avec les institutions et organisations internationales d'autre part, ne cesse de gagner de l'importance. La coopération internationale au niveau du maintien du droit pénal est en outre gérée par une multitude de traités, d'arrêtés, de décisions (-cadre) et de plans d'action. Avec la globalisation de la société, la coopération policière internationale n'est plus facultative. De par sa complexité, on en cerne difficilement l'étendue et la profondeur. Avec la fonction de police spécialisée et l'appui, la coopération policière internationale constitue une des trois activités-clés de la police fédérale au niveau de sa contribution aux efforts visant assurer la sécurité et la qualité de vie.

La coopération policière internationale recouvre en outre un vaste spectre de tâches, tant dans la lutte contre la criminalité (organisée) que pour le maintien de l'ordre public. Cette coopération se manifeste dans de nombreux engagements, dont, entre autres, ceux pris dans le cadre de l'Union

européenne et le fonctionnement de ses agences ou avec des organisations internationales telles qu'Interpol.

Par ailleurs, la coopération internationale concerne aussi bien des activités conceptuelles qu'opérationnelles. Pour faciliter et rationaliser tout ceci, la police fédérale belge dispose d'une direction centrale, d'un certain nombre de services spécifiques ainsi que d'officiers de liaison à l'étranger.

Un certain nombre de Traités et Décisions du Conseil de l'Union européenne permettent d'effectuer des opérations conjointes (e.a. patrouilles, contrôles, services d'ordre) avec des collègues de l'étranger.

Bien que l'année 2010 ait principalement été placée au niveau international sous le signe de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, les activités récurrentes devaient être poursuivies en maintenant le niveau de qualité. Parallèlement, d'autres nouvelles initiatives ont été développées et un ensemble d'actions transfrontalières ont eu lieu.

Missions de police internationales

Une réelle stratégie interne relative au déploiement de policiers en mission internationale et s'appuyant sur une politique de gestion cohérente et coordonnée doit être mise en œuvre afin, dans la mesure du possible, d'assurer, au mieux, un équilibre en termes de mise à disposition de capacités d'une part, et de 'return' pour la police intégrée, d'autre part. En 2010, les bases légales ont été posées à cette fin au travers de la rédaction d'un texte de vision sur la participation à des missions de police internationales. Les différentes parties de ce document seront élaborées au cours des prochaines années.

Vers un modèle de choix de canal pour l'échange d'informations

Dans le cadre de l'optimisation de l'échange international d'informations opérationnelles, un projet de réalisation d'un modèle de choix de canal pour les unités de terrain a



été lancé. Il prend en compte l'ensemble des possibilités, initiatives et évolutions aux niveaux national, européen et international. L'objectif poursuivi est d'obtenir l'information exacte, le plus rapidement possible, au bon moment et au bon endroit pour contribuer à la gestion efficace d'un événement, d'une opération ou d'une enquête.

Officiers de liaison à l'étranger

La police fédérale compte actuellement, sur base permanente, 20 officiers de liaison, dont 16 bilatéraux, deux à Europol et deux à Interpol. Ils forment un chaînon important dans l'échange d'informations et la coopération internationale. Ils sont déployés tant pour des missions opérationnelles que pour des missions stratégiques et informatives.

Formations orientées

En 2010, en dehors des formations classiques, deux séries de formations spécifiques ont été organisées en matière de coopération policière internationale. 520 policiers/

policiers ont suivi une formation orientée sur la pratique au niveau de la coopération internationale dans le domaine de la police judiciaire ou ont assisté à une journée d'étude consacrée aux instruments récemment développés qui facilitent la coopération internationale (principalement dans le cadre de la gestion d'événements et de la police administrative).

Gestion civile des crises

En 2010, la police intégrée a maintenu son engagement en matière de participation à des missions de gestion civile des crises. Vingt membres du personnel ont été déployés pour les missions dans les Balkans, cinq personnes supplémentaires pour EUPOL RDC en République démocratique du Congo et cinq autres réparties dans les missions au Moyen-Orient et en Afghanistan. Un appui a également été fourni au Secrétariat du Conseil de l'Union européenne. Désormais, du personnel opérationnel peut également prendre part à une sélection directe en vue de missions

spécifiques. Ces membres du personnel reçoivent préalablement une formation de base particulière.

Au-delà des frontières de l'UE

Les développements internationaux poussent à élargir la coopération internationale hors de l'Union européenne. Dans cet ordre d'idée, la Belgique a signé en 2010 un traité de coopération policière avec le Monténégro et un *Memorandum of Understanding* (MOU) avec les Etats-Unis qui autorise la consultation du registre des armes à feu du *Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives*. En outre, des plans d'action bilatéraux ont été exécutés avec l'Albanie et le Maroc.



Success-story: un 'cold case' élucidé

Important maillon dans l'échange d'information en matière de coopération transfrontalière, le Centre commun de coopération policière et douanière (CCPD) de Tournai démontre à nouveau toute son importance. Par la mise en relation de la gendarmerie française et de la Cellule personnes disparues de la police fédérale, le CCPD a contribué début 2010 à l'identification d'une personne décédée en France.

25-28/02/10

Une importante quantité de drogues saisie

Lors d'une opération de police de grande envergure- opération Etoile- menée du 25 au 28 février 2010 par les services policiers et douaniers néerlandais, belges, luxembourgeois et français, une importante quantité de drogues a été saisie dont 9,130 kg d'héroïne pure dans un train et 10,5 kg de cannabis après une longue course-poursuite depuis les Pays-Bas. 12 personnes ont été mises à la disposition du parquet. Au total, environ 1 200 personnes, 700 véhicules et 37 trains ont été contrôlés.

6-7/03/10

Lutte contre l'insécurité routière

Une vaste opération de contrôle transfrontalière a été menée dans la nuit du 6 au 7 mars 2010 dans la région d'Arlon, ainsi qu'en France et au Grand-duché de Luxembourg. L'action visait principalement la lutte contre l'insécurité routière. En Belgique, les services de police de la région d'Arlon ont retiré le permis de conduire de trois automobilistes (pour conduite sous influence et vitesse excessive). En outre, 19 procès-verbaux pour détention de stupéfiants ont été rédigés. La police a contrôlé 553 véhicules et 186 personnes.

10/06/10

La police des chemins de fer belge s'exerce avec ses collègues néerlandais, allemands et britanniques

Des membres des polices des chemins de fer belges, néerlandais, allemands et britanniques se sont retrouvés à Bruxelles pour s'y exercer en matière de maintien ou de rétablissement de l'ordre public. Durant cet exercice unique organisé sur deux jours, les services de police impliqués souhaitaient harmoniser leurs techniques afin de pouvoir effectuer un service d'ordre transfrontalier avec un maximum d'efficacité.



13/07/10

Sur les quais d'Amsterdam

A l'occasion d'un hommage rendu à l'équipe néerlandaise de football, finaliste malheureuse de la Coupe du monde de football, les joueurs ont effectué une promenade en bateau sur les canaux d'Amsterdam. Afin d'assurer le maintien de l'ordre public au sein de la ville et, si nécessaire, de le rétablir, la police néerlandaise a demandé un appui à la police fédérale belge qui était présente avec un peloton (40 policiers).



3/09/10

Appui transfrontalier lors d'événements

Lors du match international Belgique-Allemagne, la police belge a reçu le soutien de 74 collègues allemands. Des policiers néerlandais ont également fourni un appui, entre autres, au cours du Conseil informel des ministres européens de la Défense à Gand et de la grande manifestation des syndicats à Bruxelles.

7/09/10

Vaste action anti-piraterie

La Regional Computer Crime Unit (RCCU) de la police judiciaire fédérale de Bruxelles, appuyée par les RCCU de Gand et d'Anvers, a lancé une opération visant à mettre un terme à l'activité de groupes actifs dans le piratage et la mise à disposition de films et séries. Entamée voici deux ans, sur base de données rassemblées dans un dossier tiers, l'enquête a permis d'identifier les quatre groupes les plus importants responsables de la mise à disposition sur Internet de 80 % de la production en langue néerlandaise ou de productions en langue étrangère sous-titrées en néerlandais.

20/09/10

Joint Investigation Teams (JIT) entre la Belgique et les Pays-Bas

La mise en place d'un JIT a été réalisée suite à une coopération de plusieurs années avec les collègues néerlandais du Midden- et West-Brabant dans la lutte contre les organisations criminelles actives en Belgique et aux Pays-Bas. En juin 2010, un projet de protocole de coopération a été rédigé et une demande d'entraide judiciaire a été introduite pour mettre en place une équipe de recherche conjointe.

La collaboration au sein d'un JIT a été formellement ratifiée par les autorités judiciaires et policières en septembre 2010.

Le 20 septembre, le JIT a débuté officiellement pour six mois. Deux membres de la cellule blanchiment de la PJF de Turnhout travaillent ensemble, à partir d'un endroit déterminé, avec deux membres de la police de Midden- et West-Brabant, un enquêteur financier et un enquêteur tactique de l'équipe du grand banditisme et ce, sous la direction d'un chef de l'équipe blanchiment.



2/10/10

'Tag der Polizei'

La police intégrée belge a pris part au 'Tag der Polizei' dans le land allemand de Rhénanie du Nord – Westphalie. L'événement qui se déroule tous les trois ans, avait pour thème 'Un jour avec nous'. La police intégrée belge était présente avec les services de prévention des polices locales d'Eupen, Saint Vith et Liège, ainsi que plusieurs services de la police fédérale dont la police fédérale de la route, la police de la navigation, la police à cheval et la Direction de coordination et d'appui d'Eupen (DCA). Cette DCA assurait la préparation opérationnelle et la coordination pour les services belges.



2010

Une bande française démantelée

Une enquête conjointe avec la gendarmerie française a pu être clôturée avec succès. Une bande responsable de dizaines de vols avec effraction, violence, menaces, incendies criminels et escroqueries a pu être condamnée, en France et à Fumes, à des peines de prison effective entre deux mois et quatre ans et à des dédommagements de 217 319 euros.



2010

Une bande itinérante roumaine démasquée

Huit membres d'une bande itinérante roumaine ont été identifiés et sept d'entre eux ont été arrêtés. La bande était responsable d'au moins 70 faits commis sur l'ensemble du territoire. Dans le cadre de cette enquête, un fonctionnaire de la police nationale roumaine a été invité dans l'unité pendant une semaine. L'appui fourni par le collègue roumain (e.a. la traduction d'environ 200 communications téléphoniques du Rom vers le Roumain) a largement contribué au déroulement positif de l'enquête.

2010

Avec l'Italie et le Royaume Uni contre le terrorisme

Une enquête d'une durée de deux ans, en collaboration avec les autorités italiennes et anglaises sur les activités du centre islamiste belge ASSABYLE (BICA) a décelé l'existence d'un réseau pour le recrutement de militants jihadistes et d'argent destiné, notamment, au transport de ceux-ci. En novembre 2010, la police judiciaire fédérale a effectué, avec succès, 17 perquisitions : 12 personnes ont été appréhendées deux arrêtées et des armes, des munitions, de nombreux supports informatiques et de l'argent ont été confisqués.



3. Un appui opérationnel sur mesure pour nos partenaires



L'appui opérationnel spécialisé consiste, entre autres, en la mise à disposition de personnel spécialisé, de matériel et de services.

Fournir un appui opérationnel (spécialisé) aux services de police des deux niveaux afin de contribuer au bon déroulement des opérations policières, constitue une des tâches principales de la police fédérale.

Cela s'effectue sur base des principes du fonctionnement intégré, de la spécialisation et de la subsidiarité et en synergie avec les autres partenaires. Cet appui est assuré par plusieurs directions et services de la police fédérale.

L'appui opérationnel spécialisé consiste, entre autres, en la mise à disposition de personnel spécialisé, de matériel et de services. Ainsi, des demandes d'appui peuvent être introduites pour des arroseuses, des hélicoptères, des équipes canines, de la police à cheval, etc.

Dans le cadre de dossiers judiciaires compliqués du crime grave organisé supra-local, national et international, on peut faire appel à des analystes criminels opérationnels. Sur base de méthodes de travail spécifiques et de techniques, ils recherchent notamment des liens entre les données de la criminalité et d'autres données importantes (écono-

miques, géographiques, sociales, psychologiques...) et ils offrent aux enquêteurs d'éventuelles pistes d'enquête.

Des analystes stratégiques effectuent des analyses en profondeur portant sur les phénomènes prioritaires et les groupes d'auteurs criminels. L'image policière nationale de sécurité (quadriennale) ainsi que les images de la sécurité et des phénomènes au niveau de l'arrondissement constituent des outils de soutien précieux dans le cadre du cycle de gestion.

Pour l'identification de faux documents d'identité ou de fausse monnaie, les services de première ligne peuvent compter sur l'expertise de la police fédérale. Un appui est aussi fourni lors de la recherche de personnes disparues et lors de l'identification de dépouilles mortelles.

La criminalité informatique évolue avec une rapidité fulgurante. Pour cette raison, les spécialistes du niveau central ainsi que du niveau déconcentré de la police fédérale approfondissent davantage cette matière et offrent un appui

dans le cadre de ces enquêtes.

Sur le plan de la police technique et scientifique, les laboratoires (LPTS) fournissent un appui précieux (empreintes digitales et autres, analyses ADN, portraits-robots, reconstitutions faciales, ...).

Un aspect spécifique de l'appui opérationnel est l'application de méthodes particulières de recherche (MPR) selon les besoins des services de la police locale et de la police fédérale. Ces méthodes particulières offrent un appui aux magistrats et aux enquêteurs dans la lutte contre le crime grave organisé et le terrorisme. Il s'agit notamment d'observations, d'infiltrations et de contrôles visuels discrets.

L'interception de la télécommunication, l'identification de victimes d'accidents graves et des catastrophes par le Disaster Victim Identification team (DVI), le déminage d'une situation de crise (calmer des malades mentaux ou mettre fin à des prises d'otages), la protection de VIP et de témoins menacés, des recherches avec des chiens explosifs,

armes ou munitions spécialement entraînés, les 'enquêtes spéciales' (caches, corps cachés, micros ou caméras cachés, ...) constituent d'autres aspects de l'appui spécialisé fourni par la police fédérale.

L'appui non spécialisé est un second type d'appui opérationnel de la police fédérale. Il s'agit, par exemple, de l'aide apportée à la police locale lors de missions de surveillance et de protection (surveillance d'institutions spécifiques et/ou immeubles tels que les ambassades, les institutions européennes ou l'OTAN) ou de la sécurisation lors des transfèvements de détenus entre les prisons. L'appui dans le cadre de la gestion des espaces publics, comme le maintien de l'ordre lors des matches de football ou d'autres événements de grande envergure, la sécurisation des gares et de leurs alentours, l'appui lors des actions policières intégrées et des renforts en cas d'actions judiciaires, ... appartiennent également à cette catégorie.



27/01/10

L'explosion de la rue Léopold, à Liège

Une dramatique explosion a ébranlé le cœur de Liège, éventrant plusieurs immeubles et se soldant par la mort de 14 victimes.

Le travail des pompiers et des policiers de la Ville de Liège forcera l'admiration de la population. Durant les deux semaines qui suivirent, la police fédérale a fourni une aide précieuse aux autorités civiles et judiciaires par le biais du corps d'intervention, qui a participé à la garde des lieux 24 heures/24, de la police judiciaire fédérale de Liège et de son laboratoire qui ont été chargés de l'enquête, du DVI et de l'appui aérien. Cette aide a été saluée par les autorités.

1/02/10

Un disparu retrouvé par un chien pisteur

Un homme de 39 ans de Geel, disparu depuis le 29 janvier 2010, a été retrouvé vivant par un chien pisteur de la police fédérale lors d'une importante action de recherche regroupant la police, les pompiers et la famille.

Festivités dans la province du Hainaut

Lors des nombreuses festivités hennuyères tout au long de l'année (carnavals, Doudou, Dour Music Festival...), les membres du corps d'intervention ont prêté main forte aux collègues des zones de police concernées. Cette collaboration entre les membres de la police locale et de la police fédérale a, encore une fois, fait ses preuves. Les troubles à l'ordre public ont diminué, créant ainsi un climat plus serein et plus sûr pour la population.

2/04/10

Procès Habran

L'unité de transfert de l'intervention spécialisée (GIS) a assuré les transferts de détenus lors du procès Habran. Ces missions, qui modifient grandement les horaires de travail malgré les restrictions budgétaires annoncées en début d'année, ont été menées à bien sans incidents grâce à l'implication et au professionnalisme du personnel en charge de ces missions.



8/06/10

Sauvée du gouffre par hélicoptère

Une jeune dame, qui s'est retrouvée coincée dans un gouffre à Viroinval (Namur), a pu être sauvée par un hélicoptère de la police fédérale. La dame se promenait avec un groupe de jeunes sur le site du 'Fondry des Chiens', une réserve naturelle de gouffres naturels et de rochers. L'endroit est fortement apprécié des promeneurs et des alpinistes.

21-25/07/10

Francofolies de Spa

Pour la 17^e année consécutive, Spa a accueilli en son centre ville les célèbres Francofolies, festival de musique. Afin d'assurer la fluidité du trafic et la sécurité dans et aux abords de la ville, plus de 350 policiers ont été mobilisés. Parmi ceux-ci, on pouvait dénombrer pas moins de 225 policiers issus des arrondissements de Liège, Eupen, Huy, Namur, Bruxelles, Nivelles, Arlon, Asse et Gand, venus en renfort pour aider les policiers de la zone de police Fagnes à gérer cet événement de grande ampleur. Malgré quelques troubles à l'ordre public et cas d'ivresse, les festivités se sont globalement bien déroulées.

07-08/10

Eté 2010

Les services de police de la côte belge ont pu compter sur la possibilité d'un engagement immédiat d'un hélicoptère de la police fédérale, stationné à la base militaire de Coxyde. L'hélicoptère a plusieurs fois fourni un appui appréciable lors de diverses actions policières. Il ne faut pas sous-estimer l'effet dissuasif de ce contrôle policier aérien, qui fut accueilli positivement par les touristes.

Suite à une évaluation positive de cette présence de l'appui aérien, la police fédérale a pour objectif de répéter annuellement ce soutien temporaire durant la saison estivale à la côte.

15/09/10

Nouveau protocole d'accord pour la police à cheval

Afin d'optimiser la collaboration entre les zones de police AMOW et Buggenhoud-Lebbeke et la police à cheval, un protocole d'accord a été conclu entre ces trois partenaires avec pour objectif un service plus efficient, un engagement mieux orienté des patrouilles et une diminution des coûts pour les trois parties.

Accident ferroviaire en gare d'Arlon

Lors d'un accident ferroviaire entre deux trains en gare d'Arlon, 23 personnes ont été légèrement blessées. La police fédérale a apporté son appui avec l'intervention du laboratoire de police technique et scientifique de la police judiciaire fédérale d'Arlon et de l'appui aérien pour constitution du dossier photographique ainsi que par la reprise du volet d'enquête par la police des chemins de fer sous la direction du procureur du roi.



4. L'échange d'informations opérationnelles La clé du succès



L'organisation de l'échange d'informations policières est l'un des mécanismes de liaison les plus importants entre le niveau fédéral et le niveau local. Il est la clé du fonctionnement intégré et de la fonction de police guidée par l'information, un objectif majeur de la police fédérale dont le souci est de veiller à ce que la bonne information arrive au bon moment et au bon endroit.

Par fonction de police guidée par l'information (ou 'information led policing'), on entend le souci permanent du service de police intégré de guider l'organisation sur les plans stratégique, tactique et opérationnel sur base d'informations relatives à l'insécurité, à la qualité de vie, à la criminalité et au fonctionnement policier (expériences et qualités).

La réalisation d'une fonction de police guidée par l'information implique une bonne gestion de l'information policière et l'échange structurel d'informations entre les différentes entités de la police intégrée. Elle implique également l'utilisation de

tous les moyens de collaboration policière internationale (entre autres Interpol et Europol). En outre, la fonction de police guidée par l'information doit tenir compte du droit à la vie privée.

Afin d'augmenter le taux d'utilisation des outils de consultation et de partage de l'information, plusieurs priorités ont été définies : l'augmentation de la fiabilité de l'information, l'amélioration de la convivialité et l'accessibilité de l'information ainsi que la gestion intégrée de l'information.

Plusieurs outils existent pour permettre l'échange d'informations, tels que la Banque de données nationale générale (BNG), les carrefours d'information d'arrondissement (CIA), le Point de contact national (PCN), les centres communs de coopération policière et Douanière (CCPD),...

Un bon échange d'informations signifie aussi une bonne communication. En ce qui concerne la communication sur le terrain, l'objectif est, à terme, de mettre en place un réseau

de communication global et unique, dénommé ASTRID, auquel tous les services d'urgence, les services de secours, les services de police et le centre de crise sont connectés. Les centres d'information et de communication (CIC) sont les centres névralgiques de ce réseau, à savoir des centres d'appel provinciaux qui servent de centres de dispatching.

Concept CIA

Afin d'optimiser le travail des carrefours d'information d'arrondissement (CIA), une équipe de projet sur le 'concept CIA' a été mise en place. L'analyse des conclusions d'une première enquête menée fin 2009 auprès des CIA a permis de dégager certaines pistes d'améliorations. Des actions à court terme ont été définies (appui aux fonctionnalités, bonnes pratiques, formation, ...) pour parvenir sur le long terme à une standardisation des procédures et à l'élaboration d'un Mission Statement. La mise en œuvre de ces différentes actions est pilotée par un comité d'accompagnement multidisciplinaire, spécialement mis sur pied

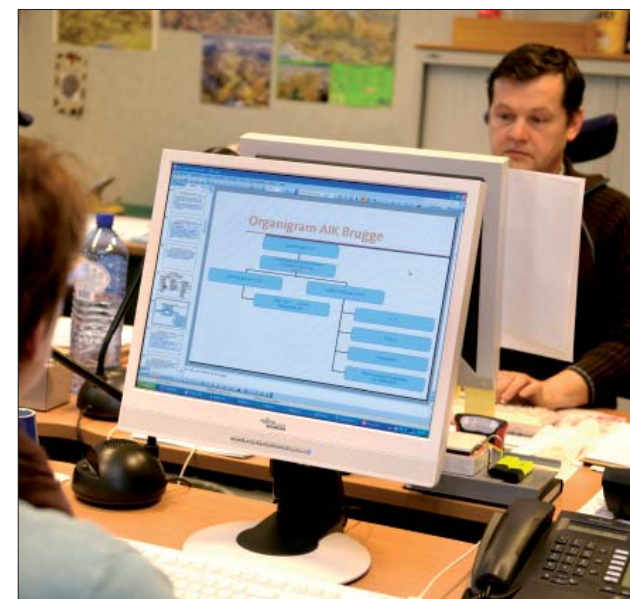
pour avoir une approche intégrale et intégrée du fonctionnement de tous les CIA.

De nombreux types d'appui fournis par les CIA

Les CIA fournissent un important appui aux entités déconcentrées de la police fédérale et aux zones de police. Cela se fait sous différentes formes, telles que les publications périodiques d'informations opérationnelles, le signalement de niveaux d'alerte, la fourniture d'indicateurs, la mise à disposition d'applications cartographiques, des vademecum et des aide-mémoire, des albums photos, des outils d'exploitation et de recherche, des outils de suivi, des analyses, des aperçus statistiques, ... Les CIA utilisent aussi, de plus en plus, les échanges d'informations électroniques.

Terminaux mobiles de paiement

Développé au profit de la police intégrée, le système des



terminaux mobiles de paiement permet aux contrevenants résidant en Belgique ou à l'étranger de s'acquitter du montant de l'amende liée à des infractions de roulage (GSM au volant, port de la ceinture non respecté, ...) directement sur les lieux de l'interception. Il fonctionne avec les cartes de crédit (Visa, Mastercard...) mais aussi de débit.

Registre central des armes

Mis à disposition début juin, un nouveau Registre central des armes (RCA), banque de données administratives, contient des renseignements sur les armes à feu légalement détenues en Belgique. Il propose un module de consultation, principalement destiné aux unités de la police intégrée mais aussi aux parquets et certains services publics fédéraux (SPF). Le RCA offre également un module de gestion des données pour les responsables 'armes' des services de la police intégrée et les services des armes des gouverneurs de province. La grande nouveauté est son accessibilité via intranet (Portal). Au total, 34 000

accès ont été donnés pour le module 'consultation' et 600 pour le module 'gestion'.

Formation Registre central des armes

Parallèlement à la mise à disposition du nouveau RCA, plus de 40 sessions de formation (F et N) pour le module gestion ont été données en mai et juin 2010 aux responsables armes des zones de police et des gouverneurs de province. De même, des demi-journées de cours pour le module consultation ont été dispensées aux enquêteurs armes des PJF et à certains membres des CIC.

Accord de coopération avec le Banc d'épreuves des armes à feu de Liège

Le 21 octobre 2010, un accord de coopération a été signé avec le Banc d'épreuves des armes à feu de Liège dans le cadre du projet Registre central des armes (RCA). Toutes les armes à feu destinées au marché belge (importées ou fabriquées en Belgique) sont enregistrées dans le

RCA par le Banc d'épreuves avant d'arriver chez l'armurier. La traçabilité des armes est donc garantie dès leur arrivée sur le marché belge.

Formation Europol-SIENA

En 2010, une nouvelle formation a été mise en place pour l'application Europol-SIENA (*Secure Information Exchange Network Application*), outil qui cible et gère l'échange d'informations opérationnelles entre les Etats membres, Europol et des tiers. Suite à l'implémentation de la version 2, les accès à l'application SIENA ont été étendus à différentes unités de la police intégrée.

Succès pour le déploiement de la nouvelle version du Computer Aided Dispatching

Le Computer Aided Dispatching (CAD) qui permet aux centres d'information et de communication (CIC) de gérer

toute l'information opérationnelle relative aux événements et le traitement des interventions de terrain (réception des appels 101, distribution vers les équipes, coordination et suivi des actions). La version 8 a été finalisée en 2010 et est opérationnelle dans la plupart des CIC. Cette version permet notamment la migration des centres 100 sur la même plateforme informatique que les centres 101 et favorise ainsi l'échange électronique de toutes les informations sans double encodage.

Publication des statistiques policières de criminalité

En mars 2010, les statistiques policières de criminalité ont été publiées sur internet (www.polfed.be). Ces chiffres couvraient la période 2000-2009, soit près de dix années sur lesquelles les analyses de référence des politiques de gestion peuvent s'appuyer. Elles examinent plus particulièrement les entités géographiques jusqu'au niveau des communes.

Le module 'Circulation'

Le module 'Circulation' a développé et réalisé, en 2010, des outils qui ont permis la saisie de données et la production de rapports en matière de contrôles routiers (alcool, drogues, vitesse). De plus, des statistiques nationales sur les infractions routières ont été produites pour la première fois. Celles-ci reprennent, entre autres, les infractions constatées relatives à la conduite sous alcool et drogues, aux excès de vitesse, à l'absence de port de la ceinture de sécurité, au franchissement d'un feu rouge, à l'utilisation du gsm au volant, etc.

Vademecum pour la coopération transfrontalière

A l'initiative de la police fédérale d'Eupen, l'université de Gand a développé un vade-mecum pratique accessible par tous les services de police belges via Portal. Ce

vade-mecum permet à tous les services opérationnels de prendre connaissance, d'une manière simple, des règles et procédures applicables aux différentes formes de coopération transfrontalière.

100 – 101 sous un même toit

Dans le cadre de la création des futurs centres 112 destinés à abriter à la fois l'aide médicale urgente, les services des pompiers et les services de police, les centres d'information et de communication (CIC) se préparent à accueillir les centres 100-101. Les centres 100 de Flandre orientale et du Brabant flamand ont déjà migré vers la nouvelle technologie sur le site des CIC. Dans le Brabant flamand, tous les opérateurs travaillent déjà sur le même plateau. D'autres centres doivent suivre à partir de 2011.





5. Vers l'excellence dans le service rendu

« VOTRE FORCE ... NOTRE APPUI »

L'appui non opérationnel occupe une place indispensable au sein du fonctionnement intégré. Cet appui est en grande partie assuré par la Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS).

Cette direction générale est chargée de la politique et de la gestion des moyens non opérationnels, notamment le personnel et les moyens matériels et financiers des entités de la police fédérale. De surcroît, elle accomplit certaines missions d'appui au profit des zones de police locale, des autorités locales ainsi que des entités de police fédérale.

A travers sa devise 'Votre force... notre appui', la direction générale entend démontrer que son service n'existe pas

en tant que tel ou ne se justifie pas par lui-même. Pour rendre l'offre d'appui et le fonctionnement plus orientés vers les clients et les partenaires ainsi que plus transparents, huit processus de soutien ont été identifiés: personnel – logistique – ICT – finances – marchés publics – bien-être – gestion de l'information – communication.

Les processus d'appui visent à concourir à la formation de policiers compétents pouvant disposer d'un équipement convenable.

Ci-après, nous parcourons les réalisations les plus importantes par processus au sein des différents domaines de l'appui et de la gestion.

5.1. Personnel et organisation



L'une des exigences de base d'une organisation tendant vers l'excellence est l'implication capable de ses collaborateurs.

Le processus du personnel est le fondement sur lequel reposent les autres processus d'appui, notamment la logistique, l'ICT, les finances.

Par le biais d'une stratégie et d'une politique claires, toute une série d'actions concrètes sont entreprises dans le domaine du capital humain. La police fédérale investit dans l'humain, et ce, dans une multitude de domaines différents: le recrutement et la sélection, la formation et la gestion des compétences, l'égalité et la diversité, la mobilité et la gestion du personnel, la motivation et le bien-être. A travers sa politique en matière de ressources humaines, elle entend garantir un service de qualité et faciliter le travail policier proprement dit.

Plusieurs directions de la police fédérale s'attèlent au thème 'personnel et organisation': la Direction du recrutement et

de la sélection, la Direction de la formation et la Direction de la mobilité et de la gestion du personnel. Il est possible d'établir des liens transversaux avec d'autres directions telles que la Direction des relations internes. Cette direction réalise des projets RH au profit de la police intégrée et offre une aide individuelle et psychosociale au personnel. Le bien-être est également un thème lié au personnel.

5.1.1. La police, une organisation apprenante

Le projet *La police, une organisation apprenante* vise le remodelage de l'enseignement policier qui s'appuie sur la vision de l'organisation apprenante et sur les directives du système européen de l'enseignement supérieur. Les sous-objectifs sont l'organisation d'entraînements et de formations pour dirigeants; une étude (de faisabilité) pour une accréditation possible de la formation policière et le développement d'une politique préparant cette accréditation et le monitoring ainsi que l'optimisation des formations fonctionnelles et continuées, basés sur une vision moderne de la gestion des compétences.

En outre, le projet se focalise sur le développement



d'une politique solide de ressources humaines, axée sur l'adéquation par processus entre le recrutement – la sélection – l'entraînement et la formation – la mobilité. À cet effet, la police fédérale investit dans la mise en œuvre d'une politique de gestion des compétences et d'une nouvelle stratégie de gestion des connaissances.

La police fédérale intègre les principes de l'organisation apprenante dans son organisation. Le développement des compétences constitue une partie incontournable d'une politique de ressources humaines dynamique et transparente. Il est également important, dans l'esprit de l'organisation apprenante, de développer une culture d'organisation où l'on donne aux membres du personnel la possibilité de prendre des initiatives.

6/01/10

Plate-forme coordinateurs de qualité

La police fédérale a créé la plate-forme des coordinateurs de qualité. Cette plate-forme fait fonction de forum permettant d'échanger des connaissances, des informations et des bonnes pratiques entre les écoles de police. Toutes les écoles de police agréées et l'Ecole nationale des officiers se sont vues attribuer un coordinateur de qualité qui se charge de l'implémentation de la démarche d'assurance qualité dans la formation policière. Fin décembre, les coordinateurs de qualité ont déposé les rapports d'auto-évaluation qu'ils ont eux-mêmes rédigés. À cet égard, ils ont pu bénéficier de l'assistance de la plate-forme ainsi que des coordinateurs de qualité et des organismes d'évaluation provenant de l'enseignement supérieur. La commission de visite se base sur les rapports afin d'évaluer la qualité de la formation policière.

9/02/10

Concertation sur le projet *La police, une organisation apprenante*

Les managers du projet se sont réunis régulièrement avec les commanditaires (la police fédérale, le président de la Commission permanente de la police locale et le président du Conseil fédéral de police). Les commanditaires assurent le 'support' nécessaire de la part du management supérieur au sein de la police fédérale et des chefs de corps de la police locale et assurent la régie (contrôle) de la mission et de la stratégie suivie. Le team de management du projet leur rend compte.

3/03/10

La police, une organisation apprenante est en route

Après le début officiel du projet en 2009, le team de management a rendu visite aux plates-formes de concertation des chefs de corps pour présenter le projet et ses objectifs. En 2011, le team continuera à promouvoir le projet.

5/03 & 3/09/10

Le Comité directeur se penche sur le projet

Le Comité directeur est une plate-forme de concertation intégrée qui se réunit tous les six mois et qui veille à garantir l'approche intégrale de la formation policière. Il est composé des commanditaires et des partenaires principaux définissant la politique dans les milieux de la formation policière. Cet organe de décision reçoit son mandat des commanditaires. Le team de management de projet rapporte uniquement au Comité directeur. Celui-ci se compose de représentants des ministres de la Justice et de l'Intérieur ; des écoles de police ; des autorités locales et arrondissementales (bourgmestres et procureurs du roi) ; des autorités provinciales (gouverneur) ; de la Direction générale pour la prévention et la sécurité ; de l'enseignement supérieur de plein exercice ; des organes impliqués dans l'organisation et la gestion de l'enseignement professionnel ; des membres indépendants ou des experts externes avec une expertise spécifique dans l'enseignement (professionnel) et/ou l'enseignement policier et des institutions qui, de par leur cadre international, peuvent avoir un apport dans l'internationalisation de l'enseignement policier.

21/12/10

Plate-forme du leadership policier et commission de visite

La plate-forme et la commission de visite ont officiellement été lancées en présence de la ministre de l'Intérieur. La plate-forme du leadership policier souhaite formuler indépendamment des recommandations bien étayées, critiques et constructives sur le développement du leadership. La commission de visite se rendra dans les différentes écoles de police en 2011 et formulera les points d'amélioration pour la qualité de la formation policière.

5.1.2. Recrutement et sélection

Le recrutement et la sélection constituent la première étape dans le processus 'personnel'. Le but est d'attirer et de sélectionner de nouveaux collaborateurs d'une manière efficiente. C'est pourquoi une politique solide de communication et de marketing est menée. Le réseau supralocal de recrutement et le site web www.jobpol.be constituent, à cet égard, deux canaux importants pour recruter de nouveaux membres du personnel. Le site informe les intéressés des perspectives de carrière présentes au sein de la police intégrée, et ce, de manière rapide, complète et claire. Il a fait l'objet d'un ajustement permettant de renforcer sa convivialité pour l'utilisateur. En 2010, près d'un million de personnes ont surfé sur [jobpol](http://www.jobpol.be). Des informations peuvent également être obtenues via le callcenter.

Lors de la procédure de sélection, on fait également appel à des partenaires tels que les écoles de police, la Direction du service interne de prévention et de protection au travail

(médecins du travail et screening moralité) et les corps de la police locale (enquête de milieu et recherche d'antécédents).

En 2010, une série de plans d'action a été élaborée. Elle visait à optimiser et à rendre plus efficaces les procédures de recrutement et de sélection. Un nouveau parcours fonctionnel a été introduit devant permettre une meilleure évaluation des capacités physiques. Par la voie d'un monitoring, la durée des procédures est suivie de près.

Près de

1 million

de visiteurs sur le site www.jobpol.be



02/10

Trois plans d'actions

Début 2010, on a entamé la mise à exécution de trois plans d'action. Le plan d'action 'Recrutement' a pour but d'instaurer, avec les différents corps de la police locale, un partenariat au sein duquel une politique de recrutement et des actions prioritaires seront menées. Le plan d'action 'Evaluation de la conduite irréprochable' devra permettre aux corps de la police locale de réaliser, de manière standardisée, l'enquête de milieu et la recherche d'antécédents et d'émettre sur cette base un avis motivé. Enfin, le plan d'action 'Durée de la procédure de sélection' vise à diminuer la durée moyenne actuelle de la procédure de sélection.

04/10

Plate-forme 'recrutement Bruxelles'

En avril 2010, la plate-forme 'recrutement Bruxelles', au sein de laquelle siègent les zones de police bruxelloise, l'école de police (ERIP/ GIP) et DSR, a été créée. Son but est d'examiner de la manière la plus pluridisciplinaire possible comment résoudre les problèmes d'attractivité et de recrutement de policiers bruxellois.

25/06/10

Arrêté royal procédures de sélection

L'arrêté royal qui a modifié sensiblement les diverses procédures de sélection est paru. Il vise à accorder des dispenses aux candidats disposant de diplômes supérieurs au niveau postulé. Cet arrêté royal modifie aussi la procédure relative à l'enquête de milieu et d'antécédents des candidats et confirme certaines mesures déjà implémentées comme, par exemple, la mise en œuvre du parcours fonctionnel.

06/10

Mesures d'admissions prioritaires

Des mesures d'admissions prioritaires sont prises en vue de répondre à une problématique de déficit en personnel au sein de certains corps de police (Bruxelles-Capitale/Ixelles, Midi, Anvers, Charleroi, Willebroek et La Louvière). Le recrutement et la sélection pour tous les postes prévus (103 places pour candidats francophones et 132 places pour candidats néerlandophones) se sont achevés fin novembre 2010.

5.1.3. Formation

La police fédérale investit dans la formation et la gestion des compétences, l'un des objectifs stratégiques du plan national de sécurité 2008-2011. Il est important que les membres du personnel puissent s'épanouir dans leur travail.

La police fédérale développe et organise, en concertation avec les autorités et les partenaires, tous les types de formations destinés à l'ensemble des membres de la police intégrée, et ce, selon les besoins et attentes des parties impliquées. Il peut s'agir de formations continuées ou fonctionnelles ou de formations du Collège européen de police (CEPOL).

Des enquêtes menées avec les partenaires (monde policier, universités, écoles supérieures...) contribuent à la qualité des formations. Des forums de concertation tels que les conseils de formation, les comités pédagogiques

(au niveau de la Direction de la formation (DSE) et dans les écoles de police)... envisagent également une amélioration de la qualité ainsi que l'implication. De même, la simplification des procédures (dossiers d'agrément, la gestion des formations...) constitue un objectif majeur.

Les formations misent sur des thèmes actuels et policiers telle que, par exemple, l'excellence dans la fonction de police.



15/09/10

Nouveau plan de formation interactif

Une nouvelle dynamique interactive a été proposée pour le plan de formation 2011. Deux axes de travail sont visés : le développement et le renforcement de nouveaux dispositifs de formation ainsi qu'une meilleure réponse aux attentes des entités de police et de leurs responsables. Il est dorénavant possible de faire directement appel à des personnes ressources compétentes pour vous guider et vous aider dans votre politique de développement en matière de ressources humaines.

09/10

Test salivaire en matière de détection de la conduite sous l'influence de drogues

L'Ecole fédérale (DSEF) a organisé une formation destinée aux chargés de cours de la police intégrée. Ceux-ci sont amenés à dispenser la formation aux policiers concernés (potentiellement tout le personnel opérationnel) sur l'ensemble du territoire selon le concept *Train the Trainer*. Ce sont plus de 200 chargés de cours qui ont été formés dans un délai de deux mois. Trois dossiers d'agrément de références ont été développés et mis à disposition des écoles de police agréées.

10/10

Le projet AMOK

Un projet permettant de faire face à la problématique des tireurs fous (ou 'situation AMOK', comme on l'appelle également) a été mis en place. Cette initiative vise à développer une réponse opérationnelle appropriée à des situations de crise semblables pour toute la police intégrée. Un aspect important de ce projet est l'élaboration d'un outil de formation et d'entraînement. Celui-ci est déployé afin de rendre opérationnelles des tactiques d'intervention nouvellement développées dans le cadre des 'situations AMOK'.

20/12/10

Mise en place du Conseil de formation

Le premier Conseil de formation a été organisé en décembre 2010 pour les écoles de police du niveau fédéral. Ce conseil, qui a pour objectifs d'harmoniser les besoins réels de formation, d'établir le plan de formation annuel des écoles de police fédérales, et de fournir des avis, des recommandations, des propositions sur les formations, a réuni différents intervenants tels que les écoles de police du niveau fédéral, des représentants de la police locale et de la police fédérale (dont la Direction de la formation), un magistrat fédéral, un représentant du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et un représentant des écoles de police agréées.

5.1.4. Mobilité et gestion du personnel

Il faut également que la politique de gestion des ressources humaines (GRH) soit de nature à aborder la mobilité et la gestion du personnel de façon intégrée. La mobilité est l'un des leviers du fonctionnement intégré de la police.

On entend par la mobilité: la récolte des besoins des corps locaux, des directions et des services de la police fédérale; la rédaction et la diffusion des appels aux candidatures; le rassemblement, le classement et la répartition des dossiers des candidats ainsi que la récolte et la communication des résultats. A la lumière de l'optimisation de la procédure de mobilité, il est envisagé à l'avenir d'organiser la mobilité de manière permanente et en ligne. Pour ce faire et dans un premier temps, la mobilité a été organisée cinq fois par an en 2010.

La gestion du personnel englobe e.a. les promotions et la carrière barémique, l'évaluation, les réaffectations et les détachements, l'organisation du temps de travail, les congés

et les interruptions de carrière, la gestion du contingent de maladie, la gestion des accidents du travail et les maladies professionnelles, la cessation des fonctions et les pensions, les formations certifiées du personnel civil et les stages étudiants.

6 075 emplois ouverts

En matière d'organisation de la mobilité pour l'ensemble de la police intégrée, quelque 6075 emplois vacants, répartis sur cinq cycles de mobilité, ont été publiés en 2010.

6341 membres du personnel se sont portés candidats et 8261 candidatures ont été introduites pour l'ensemble des cycles. Finalement, 1468 mutations ont été confirmées.

719 détachés en moyenne

De nombreuses zones font appel, pour des tâches variées, à des membres du personnel détachés de la police fédérale, de façon à combler leurs besoins fluctuants en matière de personnel. En 2010, pas moins de 719

membres du personnel ont été détachés dans des zones de police locale.

346 étudiants

346 étudiants issus d'universités ou d'écoles supérieures, en dernière année d'enseignement secondaire général/technique/professionnel, ou dans le cadre de formations du Forem, ont effectué des stages dans les nombreuses directions ou les services de la police fédérale, comme les PJF, la Direction du recrutement et de la sélection, la Direction de l'appui logistique... Ces dernières années, le nombre de stagiaires n'a cessé d'augmenter.

5.1.5. Implication

L'augmentation de l'implication des collaborateurs et, en particulier, du sentiment de cohésion, de la fierté d'appartenance et de l'identification sont des défis importants à la police fédérale.

Dans ce cadre, des initiatives sont entreprises dans les domaines suivants : le leadership, la communication, la motivation et le bien-être au travail, la formation, l'éthique, la culture et l'image.

La préservation de la motivation (enthousiasme, satisfaction, soif d'apprendre) des collaborateurs se trouve au cœur des préoccupations permanentes des dirigeants. Ceux-ci sont les mieux placés pour connaître et répondre à leurs attentes et aspirations. Nombreuses sont les initiatives d'accompagnement permettant aux dirigeants d'assumer leur rôle de leader, de manager, de coach, etc.

Outre l'existence des nombreuses initiatives GRH qui visent à renforcer l'implication et la motivation des collaborateurs,

les services et directions de la police fédérale s'efforcent également d'organiser diverses activités de teambuilding.

Un réseau appelé 'Motiv-action' a vu le jour au sein de la Direction générale de l'appui et de la gestion. Dans le cadre de la gestion du budget 'bien-être/implication' (à raison de 25 000 euros pour 2010), une batterie d'actions ont été entreprises, par exemple l'installation de fontaines d'eau dans les bâtiments, de cadres décoratifs avec slogans motivants. L'objectif est d'améliorer les conditions matérielles et de rendre plus attrayant et dynamique l'environnement de travail.

Automne 2009 – Printemps 2010 'DGS on the Road'

L'initiative 'DGS on the Road', entamée en septembre 2009, a été poursuivie en 2010. Le groupe cible de cette action était les mandataires de la police locale et fédérale. A travers 'DGS on the Road', la Direction générale de l'appui et de la

gestion (DGS) a présenté le fonctionnement de sa direction générale à ses clients et a procédé à un échange de vues à ce propos. Les thèmes personnel, logistique, ICT, finances, bien-être, gestion de l'information et communication ont été traités. Au total, DGS a atteint 26 des 28 arrondissements lors de 23 visites réalisées. Les conclusions de cette initiative sont rassemblées dans le rapport 'Roadbook' (6 septembre 2010) et dans un rapport 'Questions et réponses'.

8/01/10

Marché d'hiver

Le complexe des Jardins de la Couronne a été baptisé 'Jardins d'hiver' pour l'occasion. Les Jardins de la Couronne ont accueilli bien des membres de la Direction générale et des mandataires de la police intégrée qui avaient été invités. Outre la partie protocolaire, de nombreuses festivités ont eu lieu.

20/05/10

Running for Solidarity

La quatorzième édition du Running for Solidarity s'est tenue au sein du complexe Gêruzet à Etterbeek. 47 équipes étaient présentes sur la ligne de départ. La course de relais était organisée au profit de collaborateurs de la police intégrée -ou de leurs proches- confrontés à de lourds problèmes de santé. Cette année, en plus de la course traditionnelle, un marathon Zumba a été organisé.



9/06/10

Troisième 'journée des chefs de service DGS'

La Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS) a organisé une 'journée des chefs de service'. Deux thèmes figuraient à l'ordre du jour: d'une part, les résultats de l'initiative '*DGS on the Road*' entreprise, de l'automne 2009 au printemps 2010, par le directeur général Jean-Marie Van Branteghem et plusieurs de ses collaborateurs à la politique et, d'autre part, des explications sur la réorganisation annoncée de la DGS.

5.1.6. Égalité et diversité

La police fédérale souligne l'importance de la diversité et de l'égalité des chances sur le lieu de travail. Elle développe une politique qui prend comme principe l'égalité de tout le monde et qui garantit une grande diversité au sein de la police intégrée. L'engagement de collaborateurs d'horizons divers s'inscrit dans la recherche d'une fonction de police orientée vers la communauté.

La diversité ne se limite pas uniquement au genre ni à l'origine ethnique, mais comprend également d'autres différences, telles que l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap physique, le cadre dont on fait partie... autant de sources possibles de discrimination.

Pour favoriser l'échange d'informations et d'expériences sur le plan de la diversité entre les collaborateurs, il existe un réseau de personnes de contact diversité. Les résultats

de cet échange sont accessibles à tous via la banque de données MOSAIC.

La politique de diversité est concrétisée par des actions menées dans les domaines du recrutement, de la communication, de la formation, du bien-être, de l'évolution des carrières et de la culture organisationnelle.

18/01/10

Une newsletter diversité électronique

En 2010 est paru le premier numéro du magazine électronique consacré à la gestion de la diversité et de l'égalité des chances dans l'organisation. Il s'agit d'une initiative du Service égalité et diversité de la police fédérale (DSID) à la demande du Réseau diversité de la police intégrée.

Le but est surtout de tenir au courant les acteurs principaux du domaine (experts, formateurs, responsables du personnel, syndicalistes, etc.) sur les évolutions en la matière. L'objectif est de provoquer une interaction entre DSID, le réseau et les lecteurs.

27/01/10

Prolongation du Label Egalité et Diversité

Suite à un avis émis par un Comité d'experts en matière de diversité, la ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a décidé de prolonger pour un an le Label fédéral Egalité et Diversité obtenu le 22 mars 2007 par la police fédérale. L'objectif de ce label est de promouvoir la diversité sur les lieux de travail en mettant un accent plus particulier sur les thèmes du genre, de l'origine ethnique, du handicap et de l'âge. Le label donne des indications au sujet de la mise en place d'outils pour lutter contre la discrimination, les préjugés et les stéréotypes.

18/05/10

L'union fait la force

Les ailes francophone et néerlandophone du réseau diversité se sont réunies à Namur à l'initiative de DSID. A partir de cas concrets, les participants ont réfléchi à la gestion de la diversité et aux bonnes pratiques en ce domaine par la technique du 'world café'. Des exercices portant sur la dynamique de groupe ont également été organisés.

19/05/10

Le 'visage de la police', une expo itinérante

Un sous-groupe de travail du Réseau diversité a valorisé l'idée du 'visage de la police' en réalisant une exposition qui se veut interactive et itinérante. Elle a été présentée pour la première fois dans le cadre de la journée de l'excellence à Namur. Elle constitue la base et l'incitant de groupes de réflexion mettant l'accent sur les différences et la façon dont il convient de les gérer.

14/07/10

Questionnaire 'holebi' et police

A l'initiative de quelques membres du Réseau diversité la police fédérale a développé un questionnaire sur le thème 'holebi (homosexuel(le), lesbienne, bisexuel(le)) et police'. L'objectif était de prendre le pouls de la situation actuelle par rapport à cette thématique dans la police intégrée. Sur la base des résultats récoltés, un certain nombre d'initiatives pourront être développées.

5.2. Logistique



L'appui logistique des services de police est essentiel. Il est indispensable que ceux-ci puissent disposer d'assez de moyens logistiques adaptés, nécessaires à l'accomplissement leurs missions.

L'appui logistique se traduit principalement par la fourniture de produits et de services et par la mise à disposition de marchés publics conclus au profit de toute la police intégrée.

En 2010, la police fédérale a investi dans l'exploitation efficace des moyens matériels, dans la mise en place de nouvelles infrastructures, dans la modernisation/réparation de bâtiments existants, etc. Elle s'inscrit dans un souci d'amélioration continue de la qualité et d'optimisation de l'appui logistique. Ainsi, une rubrique FAQ a été développée sur les pages logistiques du site www.polsupport.be pour permettre un accès plus aisé aux informations.

5.2.1. Infrastructure et équipement

La Direction de l'infrastructure et de l'équipement (DGS/DSM) est responsable de la gestion de l'équipement de base, de l'équipement individuel et collectif et de l'infrastructure.

La direction est également chargée de la préparation des normes relatives à l'infrastructure et à l'équipement des services de police. Elle gère aussi l'infrastructure qui est mise à disposition par la Régie des bâtiments.

L'an dernier, la police fédérale a réalisé quelques achats importants: un hélicoptère, la nouvelle arme de service, des gilets pare-balle discrets. Un prestataire de services relatif à une assurance hospitalisation a par ailleurs été désigné. En 2010, une série de normes ont été établies, e.a. celles relatives aux gilets pare-balle discrets et visibles.

Point de vente Equipement :
en moyenne
145
clients par jour



21/05/10

La police fédérale de Gand inaugure de nouveaux bâtiments

Les membres de la police judiciaire fédérale, de la Direction de coordination et d'appui et du Carrefour d'information d'arrondissement de Gand se sont installés dans un nouveau bâtiment au sein du complexe policier situé le long du Groendreef, à Gand. Le stand de tir du complexe a été rénové.

26/07/10

Équipement de base : réouverture du forum

Ouvert lors de la mise en place de la Commission uniforme, le forum a permis de mettre en évidence les besoins et attentes des membres du personnel quant aux pièces existantes en matière d'équipement. Le forum a prouvé son utilité. Le Service de l'équipement individuel (DMPE) avait pu donner suite à des suggestions qui y ont été postées concernant la gamme de l'équipement de base (création du calot, ajout des portes-bics,...).

14/09/10

Tests salivaires : circulaire 169

Le SPF Justice a attribué le marché public pour l'acquisition des tests salivaires permettant de constater la présence de certaines substances psychotropes dans l'organisme humain. La procédure de commande est reprise dans la circulaire. Les unités fédérales peuvent commander ces tests gratuitement via la chaîne logistique des produits de consommation.

15/12/10

Centralisation de certains services

En juin 2008, la Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS) avait introduit un projet de regroupement de différents services de la police fédérale au centre-ville de Bruxelles. Le Conseil des Ministres a donné son accord pour la réalisation de cette centralisation. La prise en possession de l'immeuble est prévue pour fin 2013. Le bâtiment retenu se situe sur le site de l'ancien domaine de la Cité administrative de l'Etat.

Des pièces de l'uniforme pour 177 zones de police

En 2010, le Service de l'équipement individuel (DMPE) a livré près de 650 000 pièces de l'équipement de base au personnel de la police intégrée. DMPE remercie tout particulièrement les 177 zones de police qui ont décidé de lui accorder leur confiance.

5.2.2. Appui logistique

La police fédérale est chargée de fournir un appui logistique sur demande aux services de la police intégrée. Cet appui est réalisé au départ de dix centres de service (SER) répartis sur l'ensemble du territoire.

La Direction de l'appui logistique (DGS/DSL) s'attèle à maintenir opérationnels et disponibles les véhicules, l'infrastructure, l'armement et le matériel en général. Les zones de police locale peuvent, à leur demande et moyennant paiement, recourir à une large offre d'appui spécifiquement policier.



2010

Projet *Prévention et sécurité incendie*

443 personnes ont suivi la formation pour devenir membre des équipes de première intervention en cas d'incendie dans le cadre du projet *Prévention et sécurité incendie*.



3/02/10

Développement du 'shootbox' à Gand

La police fédérale a développé son propre 'shootbox'. Celui-ci est spécialement conçu pour la prise de mesures de sécurité relatives aux armes au sein de la police intégrée. Des tests de résistance balistiques ont été effectués par un laboratoire agréé.



07/10

Centre de rassemblement des personnes arrêtées

La Régie des bâtiments a érigé au complexe Gêruzet, situé à Etterbeek, un centre de rassemblement de personnes arrêtées qui répond à tous les critères valables pour les lieux d'incarcération. Le centre est destiné à l'incarcération de grands groupes de personnes, en particulier, en vue du maintien et de la restauration de l'ordre public. Dans le cadre des opérations durant la Présidence belge de l'Union européenne, ce centre a prouvé son utilité.

08/10

Un obstacle robuste nommé 'URCHIN'

Dans le cadre des opérations durant la Présidence belge de l'Union européenne, la police fédérale a développé un nouvel obstacle. Il s'agit d'une robuste pièce d'acier difficilement franchissable, même par un véhicule lourd. Quelque 40 'Urchin' sont déjà en service. Ceux-ci sont rattachés les uns aux autres par une chaîne permettant de facilement adapter la largeur de l'obstacle à la largeur de la rue à bloquer. Ce nouveau moyen offre l'avantage qu'il peut être installé plus facilement et plus vite que les anciens blocs New Jersey en béton.



6-7/10/10

Séminaire consacré aux services logistiques

Le directeur général, ses conseillers et un certain nombre de dirigeants de la Direction de l'appui logistique (DSL) ont travaillé sur trois fronts. Ils se sont penchés sur les problèmes auxquels DSL est en proie dans son fonctionnement quotidien. Concrètement, il s'agissait de l'optimisation de la relation avec les clients et les partenaires, de la gestion du personnel, des accords de travail avec le niveau DGS supérieur et avec les directions/services de DGS. Des propositions de solution ont été formulées.

5.3. ICT

L'ICT occupe une place importante au sein du fonctionnement policier, du traitement administratif à l'échange d'informations et à la communication : pour de nombreuses missions, l'utilisation d'ordinateurs et d'outils informatiques est presque permanente. L'encouragement à l'emploi de nouveaux outils technologiques afin d'augmenter l'efficacité et l'efficacéité du fonctionnement policier, constitue un des objectifs stratégiques du plan national de sécurité. Il convient de veiller à l'évolution et aux innovations en matière d'ICT.

En 2010, la police fédérale s'est davantage investie dans l'apport de nouvelles technologies et dans l'usage plus efficace d'outils IT. Ces investissements seront bien entendu poursuivis en 2011.

La Direction de la télématique (DGS/DST) est chargée du développement et de la gestion de la télématique des services de police. L'architecture télématique comprend l'ensemble de l'informatique (c'est-à-dire la technologie) et

de la communication (radio, téléphonie, données, vidéo) qui sert d'appui au fonctionnement intégré de la police locale et de la police fédérale.

La mission principale consiste à mettre à disposition des moyens et services télématiques de qualité et performants ainsi qu'à veiller à leur convivialité et leur sécurité. En outre, des défis s'imposent constamment au niveau du Service-center, de l'informatique centralisée et décentralisée, de la qualité et de la communication, des réseaux, de la radiocommunication, du développement et du soutien des applications.

40 367 appels

Le nombre d'appels reçus par le Service-center en 2009 était de 36 327 et de 40 367 en 2010.

Ces 40 367 appels correspondent à une charge de travail réelle de 89 589 items (ou groupes d'actions) traités par le Service-center. Moyenne : 3 373 appels par mois en 2010, soit une augmentation moyenne de 350 appels/mois.

26/03/10

Journée de sensibilisation ICT

La Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS) a organisé une rencontre dans le cadre futuriste de l'infrastructure 'Living tomorrow' à Vilvorde. En collaboration avec les partenaires, les utilisateurs finaux, les autorités compétentes et les services fédéraux, des réflexions et des travaux ont été menés concernant l'ouverture, la modernisation et le travail sur base d'une vision intégrée. La vision et la stratégie de demain en matière de technologie de l'information et de la communication ont été présentées dans un 'Masterplan ICT'. La police fédérale – au profit de ses parties prenantes et de ses utilisateurs finaux/collaborateurs – envisage une politique uniforme et cohérente, tout comme la fourniture de moyens et d'applications informatiques puissants et innovateurs à l'horizon 2020.



31/03/10

Installation des Wan Optimisation Controllers sur le réseau HiLDE

Les dernières installations des Wan Optimisation Controllers (WOC) sur les connexions du réseau de la police dans les provinces de Luxembourg, Limbourg, Brabant flamand et Brabant wallon ont été achevées. Tous les sites de la police fédérale sont maintenant équipés de ce matériel. Il ressort de mesures qu'une moyenne de 45 % de la bande passante est ainsi épargnée sur le réseau de la police (HiLDE).

05/10

Adresses mail pour les officiers de liaison

A l'initiative de DGS, l'ensemble des officiers de la police fédérale, hébergés à l'étranger, ont été munis d'une nouvelle adresse mail accompagnée d'une nouvelle mailbox. Celle-ci permet d'assurer la communication avec nos partenaires se situant à l'étranger via une adresse professionnelle (@police.belgium.eu), et ce, par le biais d'une interface sécurisée. Non seulement cette messagerie est gérée de manière professionnelle (en collaboration avec nos partenaires Fedict), mais elle offre également une sécurisation au niveau des messages électroniques sortants et entrants.

17/06/10

Accords de Tournai

Les services ICT de la police fédérale ont participé, en tant que membres du sous-groupe radio, à la réunion du groupe de travail stratégique des Accords de Tournai. Ce groupe de travail, qui est composé des autorités administratives, judiciaires et policières de France et de Belgique, a entre autres comme objectif le développement d'un modèle radio technico-opérationnel entre les deux pays. L'aspect transfrontalier englobe de nombreux défis auxquels sont confrontés quotidiennement les membres du personnel de terrain. L'objectif de ce sous-groupe est de conclure des accords concrets entre tous les acteurs impliqués pour aboutir à des améliorations permanentes.

24/06/10

Nouveau *mailgateway*

Un nouveau *mailgateway* a été mis en place alors que l'ancien système offrait déjà la possibilité, via les systèmes de messagerie existants, d'envoyer et de recevoir des messages venant d'internet. Le nouveau système permet notamment une diminution substantielle du nombre de messages SPAM (messages non souhaités ou demandés), ainsi qu'une augmentation du nombre de membres du personnel qui font usage de ce passage.

30/06/10

Quality of Service sur HiLDE

Le *Quality of Service* a été configuré sur tous les routeurs du réseau data (HiLDE) de la police intégrée. Le but est de donner à la transmission de données importantes la priorité sur des affaires moins urgentes. En implémentant le *Quality of Service*, les applications opérationnelles qui ont un caractère critique (DIV, Registre national, BNG) reçoivent ainsi une priorité supérieure sur le réseau HiLDE à celle des applications administratives (mail, copie de fichier, sites intranet, ...).

07-08/10

Concertation ICT avec des partenaires

Vouloir avancer et oser innover sous-entend également rendre des comptes et harmoniser les choses. Dans ce cadre, une concertation informelle mais ouverte a été entamée avec l'organe de contrôle et le président du groupe de travail Article 44. Les diverses remarques concernant la vision ICT (concrétisée dans le Masterplan ICT), tout comme l'approche de changement, ont été prises en compte. Elles se révèlent d'une importance cruciale pour la justesse des options prises en matière informatique. Nos partenaires ont expliqué la position des 'organes de surveillance'. Ceux-ci disposent en effet de l'expérience nécessaire dans le milieu policier.

5-6/10/10

Meeting européen ISI et Radiocom

La police fédérale a organisé un workshop de deux jours consacré aux radiocommunications internationales ISI (*Inter System Interface – roaming-system*) et aux communications data mobiles. Plus de cinquante personnes, venant de 21 pays membres de l'UE, ont participé à cette conférence, avec des experts issus de services internes et externes à la police, de la Commission européenne et du Secrétariat général du Conseil européen.



21-22/10/10

Conseil consultatif des usagers ASTRID

La police fédérale a participé aux réunions mensuelles du CCU, ainsi qu'à des workshops ponctuels. La priorité a été donnée aux nouveaux problèmes ou besoins de couverture radio et on a plaidé pour des fréquences supplémentaires aux liaisons data sans fil. La nouvelle circulaire OPCOM, qui organise le modèle fonctionnel radio pour la coopération multidisciplinaire entre les différents services de sécurité et de secours, a été finalisée.

2/12/10

Consortium TEPOLINT

Le consortium TEPOLINT a introduit son dossier de candidature à la Commission européenne pour le cofinancement d'une étude pour le développement d'une *Inter System Interface* (ISI) entre les Etats membres européens. Cette interface permet aux utilisateurs d'utiliser leurs radios à l'étranger via un système de roaming (ISI), comme c'est déjà le cas pour les GSM. TEPOLINT est un consortium composé, entre autres, de trois firmes européennes qui ont déployé des réseaux radio d'envergure nationale.

6-9/12/10

Séminaire stratégique ICT

Afin de construire un pont entre la vision et la stratégie d'une part, et la réalité d'autre part, à côté de la vision reprise dans le Masterplan ICT, un séminaire stratégique a été organisé par la Direction générale de l'appui et de la gestion. Des participants de divers horizons y ont défendu les opinions de leur base. Il en est ressorti un plan stratégique contenant 20 domaines de politique pour l'ICT auxquels seront liés des objectifs à court, moyen et long terme ainsi qu'une check liste développée afin de confronter la vision ICT aux propositions de projet. L'objectif est non seulement d'intégrer cette vision dans le nouveau plan national de sécurité 2012-2015, mais également de pouvoir 'cadrer' et accomplir des réalisations concrètes!

17/12/10

Réunion du groupe de travail EUREGIO

Les services ICT de la police fédérale ont participé au groupe de travail EUREGIO. Celui-ci a pour but de définir un modèle radio technico-opérationnel pour la région frontalière Belgique/Pays-Bas/Allemagne et de conclure des protocoles opérationnels en ce sens.



1/07 au 31/12/10

Présidence de SIS-Technology

La police fédérale a assuré la présidence du groupe de travail de l'Union européenne SIS-Technology. SIS signifie *Schengen Information System*. Ce groupe de travail détermine les accords techniques nécessaires à assurer l'échange d'information entre les différents pays de l'espace Schengen ainsi que l'entretien des systèmes ICT.

2010

E-mail et smartphones

Dans le courant de 2010, les services ICT de la police fédérale – e.a. dans le cadre de la Présidence belge de l'UE – ont commencé à avoir recours à des smartphones. En raison des possibilités de sécurité incorporées et des potentialités de gestion standard, le choix s'est principalement porté sur des appareils BlackBerry. En fin d'année, la police judiciaire fédérale a adhéré à ce projet. L'objectif était d'augmenter la mobilité de l'information (d'une manière sécurisée) et d'élargir l'accessibilité du management. Une fois de plus, nous avons pu faire appel aux connaissances et aux expériences de Fedict, ce qui a permis de prendre un départ aisé et professionnel.



2010

Reprogrammation des radios

Pour assurer la cohérence et la cohésion des radios (et pour apporter une réponse aux évolutions rencontrées au niveau du logiciel dans le monde des radios), un standard Radiocom 2010 a été mis en application.

Depuis, la reprogrammation des radios dans les provinces d'Anvers, Brabant flamand, Luxembourg, Liège et Hainaut est terminée. Les autres provinces ont été reprogrammées dans la première moitié de 2011.

2010

Nouvelles applications ICT

En 2010, une série de nouvelles versions d'applications ICT ont été mises en service dans les domaines du recrutement et de la sélection, de la gestion du personnel et des moyens matériels, de la création et de la gestion de PV et d'interventions (y compris la perception d'amendes par le biais de terminaux de paiement et l'utilisation de tests salivaires), etc.

De nombreux efforts ont été consentis pour répondre au maximum aux souhaits des utilisateurs finaux. Il est évident que l'informatique est omniprésente, certains développements étant soit parfois très visibles soit particulièrement cachés aux utilisateurs finaux !

5.4. Finances

Dans le courant de l'année 2010, des économies budgétaires ont été imposées. La recherche de solutions communes et pragmatiques à cette pression budgétaire et à l'incidence qu'elle aura sur le fonctionnement policier constitue une préoccupation permanente de 'bonne gouvernance'. Or, ces économies portent en elles également quelques opportunités. Ainsi, cette discussion est reliée au débat sur les tâches essentielles.

Sur le plan budgétaire, l'année 2010 s'est encore une fois caractérisée par des coupes sombres dans les crédits de personnel de la police fédérale. Outre le fait que la politique de recrutement sélectif imposée à l'ensemble de la fonction publique fédérale imposait d'encore réduire la masse salariale de 5 104 KEUR¹ par rapport à 2009, un effort supplémentaire de 11 822 KEUR fut imposé lors du conclave ayant présidé à la finalisation de ce budget.

Pour arriver à faire face à ces différentes contraintes – à côté de celles découlant d'obligations statutaires – la police

fédérale a donc été amenée à, non seulement poursuivre sa politique de blocage des recrutements et autres mobilités destinés à compenser les départs naturels prévisibles, mais également à réduire ses efforts en matière de recrutements, à envisager de réduire le nombre de détachés en provenance de la police locale – traduction dans ses effectifs, du fonctionnement intégré – et à restreindre, encore une fois, les budgets en matière d'allocations réservées à l'exécution de prestations supplémentaires par rapport aux normes de durée ou de moment de travail (nuits et week-end).

Lors du contrôle budgétaire, l'ampleur des économies s'est quelque peu adoucie avec l'octroi par le gouvernement de moyens supplémentaires (7 923 KEUR).

La situation ne fut guère meilleure en matière de crédits de fonctionnement et d'investissements, la finalisation du budget initial se soldant par une obligation de ramener les crédits sollicités en deçà même de la norme de croissance.

Lors du contrôle budgétaire, 1 355 KEUR supplémentaires furent toutefois accordés, entre autres pour permettre l'acquisition de gilets pare-balles ainsi que d'équiper une partie du personnel supplémentaire à recruter.

Pour ce qui est des factures entrantes en 2010, 76 344 factures ont été traitées sur les crédits locaux et 12 410 factures l'étaient sur les crédits de marché pour un montant total de 184 065 324 euros. Pour ce qui est des factures sortantes, 11 356 factures ont été établies et 84 813 344,40 euros ont été reçus. Les recettes les plus importantes proviennent des prestations aux tiers (par exemple, l'appui logistique), des détachements et de la vente de tenues vestimentaires.

¹ 1 KEUR = 1 000 euros.

11/10/10

Kick-off meeting FEDCOM

Lors du kick-off meeting, le Program Manager FEDCOM a donné une brève introduction et le Project Manager Communication et Change Manager a présenté un exposé en la matière. Le kick-off poursuivait un triple but, à savoir, la présentation officielle du Program Manager et du team de projet, le démarrage officiel des préparatifs menés au sein des différents groupes de travail et une discussion sur l'impact qu'aura le projet sur le fonctionnement de notre organisation.

564 dossiers d'achats

En 2010, 564 dossiers d'achats ont été traités. Parmi ceux-ci, 126 constituaient des nouvelles procédures de marchés publics. Ces achats étaient comme toujours très variés. Nous pouvons citer l'achat d'un hélicoptère d'occasion, l'achat de gilets pare-balle, l'achat de vaccins antigrippaux ou encore la désignation d'un prestataire de services concernant une assurance hospitalisation. Dès qu'un de ces marchés peut intéresser la police locale, celui-ci est également rendu accessible aux zones de police. C'est ainsi que cette année, la Direction des achats a fonctionné en tant que centrale d'achats ou de marchés à 20 nouvelles reprises.

Collaboration avec des partenaires externes

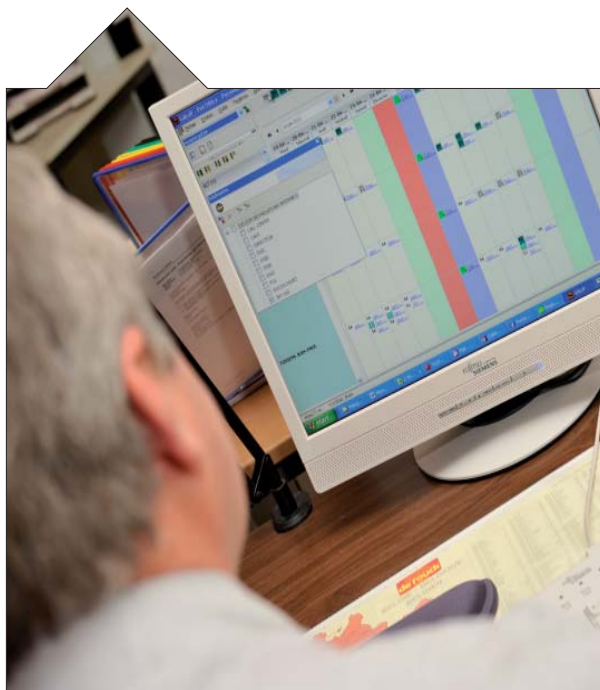
En plus des marchés propres à la police intégrée, la police fédérale collabore dès que possible avec des partenaires externes. Citons notamment la s.a. A.S.T.R.I.D mais également la Régie des bâtiments ou encore le SPF Justice.

Protocole de collaboration entre la Défense et la police fédérale

Le protocole de collaboration signé en 2009 entre la Défense et la police fédérale a porté ses premiers fruits en 2010. Par exemple, la Défense a pu acheter des chaussures de sport via le contrat de la police fédérale qui, elle-même, a pu acheter des unités de spray nasal auprès du fournisseur de la Défense.



5.5. Gestion de l'information non opérationnelle



La police fédérale œuvre en faveur d'une gestion optimale de l'information. Ceci implique la consolidation de la fiabilité, de l'accessibilité, de la convivialité et de la gestion intégrée de l'information.

La gestion de l'information dans l'organisation sert de 'système nerveux central'. Elle est essentielle pour réaliser un fonctionnement efficient et une bonne collaboration.

5.5.1. Gestion de l'information non opérationnelle

Le Service data (DSD), le service de gestion des données non opérationnelles, remplit une série de tâches:

- mettre en place un système cohérent et intégré de collecte et d'exploitation de l'information de gestion non opérationnelle;
- veiller à la standardisation des données de gestion non opérationnelles (gestion des tables de référence);

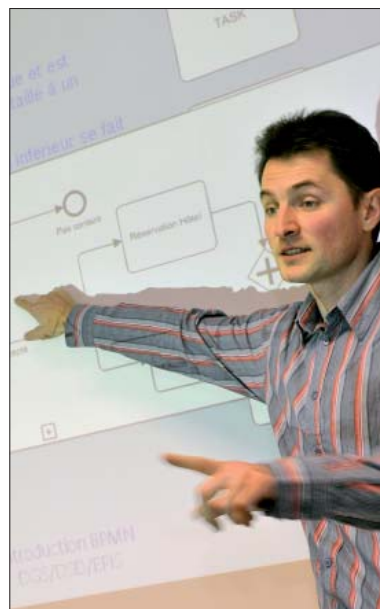
- mettre en place une Banque nationale générale de données non opérationnelles;
- mettre en place le système EPIS;
- mettre en place un *Management Information System* (MIS).

DSD est aussi chargé de développer les fonctionnalités des applications dont RefTab (tables de référence), PRP2 (GRH central), GALoP (GRH, GRM police locale), RecSel (recrutement et sélection), PUMA (mailing, calendrier), RIO (gestion de la correspondance) et Notis (rédaction correspondance).

04 > 10/10

Campagne d'information sur EPIS

Une campagne d'information destinée à tous les membres du personnel de la police intégrée a été lancée. Le projet EPIS (*Enterprise Police Integrated System*) a été présenté de façon très détaillée dans le média *Infonouvelles*, sous la forme d'un feuilleton. Le projet EPIS aura un impact important sur le travail quotidien des membres du personnel de la police. La série d'articles déjà parus dans *Infonouvelles* permet de se tenir au courant des changements.



24/09/10

Le projet EPIS a démarré

Enterprise Police Integrated System (EPIS) vise à moderniser considérablement le système de gestion du personnel et des moyens matériels et financiers. EPIS va remplacer (et compléter) les applications centrales PRP2 et DBLog. Le projet EPIS a pour but de développer un système d'information cohérent et puissant.

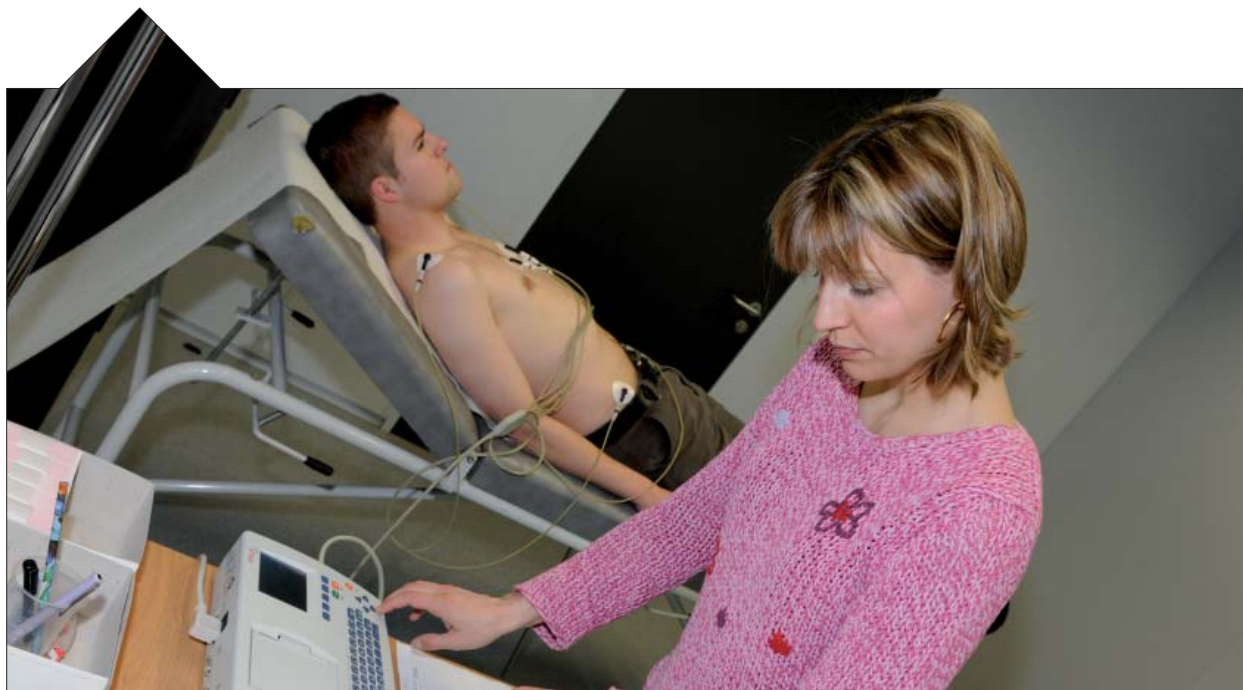
Le Conseil des ministres a approuvé le lancement de la procédure administrative du marché public.

10/10

Programme INFOSEC

Dans le métier de policier, différents moyens de communication, informatisés ou non, permettent de recevoir et de gérer des informations policières utiles. Il est important d'assurer une sécurité optimale (la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité) de ces informations. Pour ce faire, un programme spécifique INFOSEC (INFORMATION SECURITY) a été mis sur pied.

5.6. Bien-être



Les collaborateurs forment le capital le plus important de la police fédérale. Il est donc du plus grand intérêt que le bien-être et la satisfaction de son personnel reçoivent une attention particulière.

Des membres du personnel mécontents et démotivés ne garantissent pas le service de qualité, attendu par le citoyen, les services publics et les différents partenaires de la police. La démotivation, l'absentéisme, les conflits interpersonnels, le stress, la violence au travail: autant de facteurs qui peuvent influencer négativement sur l'ambiance au travail et sur la qualité des relations internes.

La police fédérale entreprend donc beaucoup d'initiatives et de projets dans le domaine de la santé, de la sécurité, du psychosocial et de l'environnement.

5.6.1. Service médical

La médecine opérationnelle (médecine curative, de conseil et de contrôle), la gestion de l'information médicale, la gestion médico-administrative et l'expertise médicale relèvent du domaine d'action du Service médical.

Lors d'un séminaire stratégique qui s'est tenu en 2010, ce service a développé une vision d'avenir en concertation avec DGS, en vue de répondre encore mieux aux attentes des clients. Aujourd'hui, différents responsables du projet s'attèlent à trouver la meilleure méthode permettant de concrétiser cette vision. Par la suite, la procédure de mise en œuvre d'un nouveau fonctionnement et d'une nouvelle structure débutera.



25/11/10

STETHOSCOPE, le nouveau journal vidéo en interne

Un nouveau journal moderne et innovant a vu le jour au sein du Service médical. Il devrait être réalisé au moins une fois tous les deux mois et est d'ores et déjà apprécié par tout le personnel. Il donne à chacun une vue des activités du service et des projets en cours. Le journal constitue un élément essentiel du plan de communication interne.

09/12/10

1 100 kg de vivres pour les Restos du cœur de Belgique

Cette première récolte de vivres pour les Restos du cœur de Belgique a été réalisée par une équipe de bénévoles du Service médical. Ces vivres ont été livrées aux Restos du cœur de Maldeghem, Saint-Gilles et Liège. Beau succès pour cette initiative de solidarité qui n'en était qu'à sa première édition.

8041 consultations vétérinaires

Lourde charge pour les services vétérinaires que d'assurer le suivi et les soins des 350 chevaux fédéraux opérationnels et réformés mais aussi de la célèbre et prestigieuse Escorte royale. L'appui canin fédéral et les équipes cynophiles de la police locale représentent près de 310 chiens. Les attentions à leur égard sont maximales afin qu'ils puissent assurer sur le terrain une prestation de qualité.

329 missions opérationnelles

Suite aux réunions européennes tenues sous la Présidence belge de l'Union, la médecine opérationnelle a réalisé en 2010 un nombre important de missions d'appui médical. Le policier de terrain en est le premier bénéficiaire et une réelle volonté d'assurer un service de qualité anime les différentes équipes. La formation continue des intervenants est assurée par des experts motivés et enthousiastes.

545 commissions d'aptitude et d'appel

L'augmentation du nombre de commissions se maintient. Le secrétariat qui s'en occupe gère chaque dossier avec un maximum d'attention et assure une aide téléphonique de qualité aux membres du personnel face au labyrinthe légal auquel ils sont confrontés.

32012 demandes de remboursements

Malgré la spécificité, la complexité et l'importance de la tâche, les membres du Service remboursement sont à l'écoute des nombreuses questions et problèmes posés par les malades et les victimes d'accidents du travail.



5.6.2. Service interne de prévention et de sécurité au travail

Comme toute entreprise, la police fédérale développe et met en œuvre une politique de bien-être au travail concrétisée par un plan global de prévention. La Direction du service interne de prévention et de sécurité au travail est responsable dans différents domaines d'action:

- la sécurité au travail ;
- la santé et l'hygiène ;
- la charge psychosociale ;
- la sécurité d'entreprise ;
- la gestion environnementale.



Fiches de prévention

La section accidents du travail élabore chaque mois une fiche de prévention 'Que pouvons-nous et que devons-nous faire pour que le même type d'accident ne se reproduise plus?' Les accidents internes sont soumis à une analyse profonde et les leçons à tirer sont présentées dans une fiche. Le but est de sensibiliser les collaborateurs à réagir de manière adéquate et préventive et d'éviter ainsi les risques d'accidents du travail.

Plate-forme bien-être

L'année 2010 a été l'occasion de redynamiser les 'plates formes bien-être' réunissant les conseillers en prévention des zones de police locale et de la police fédérale. De cette manière, la police fédérale souhaite renforcer la collaboration avec les conseillers en prévention des zones et

assurer un traitement intégré des problématiques liées au bien-être et à la sécurité du personnel de la police.

Habilitations de sécurité

La section screening et habilitations de sécurité a été soumise, en 2010, à une surcharge de travail considérable en raison du développement de ses activités, d'une demande croissante de la part de ses partenaires tant internes qu'externes et de la Présidence belge de l'Union européenne de délivrer des habilitations de sécurité. Ceci impliquant un partenariat intense et constant avec l'Autorité nationale de sécurité, la Sûreté de l'Etat et le SGRS (Service général du renseignement et de la sécurité). La section screening, outre ses activités classiques, proprement dites, a été totalement engagée dans le cadre de la Présidence belge de l'UE afin d'exécuter les vérifica-

tions de sécurité lors des multiples réunions formelles et informelles. Elle a d'ailleurs reçu des félicitations officielles du Service public fédéral des Affaires étrangères pour son implication de tous les instants, sa disponibilité et la qualité de son travail.

Techno-prévention

Outre sa mission quotidienne de réalisation d'avis et de plans en vue d'améliorer la sécurisation des biens et des bâtiments de la police, la cellule techno-prévention s'est vue attribuer différents autres objectifs tout au long de cette année 2010.

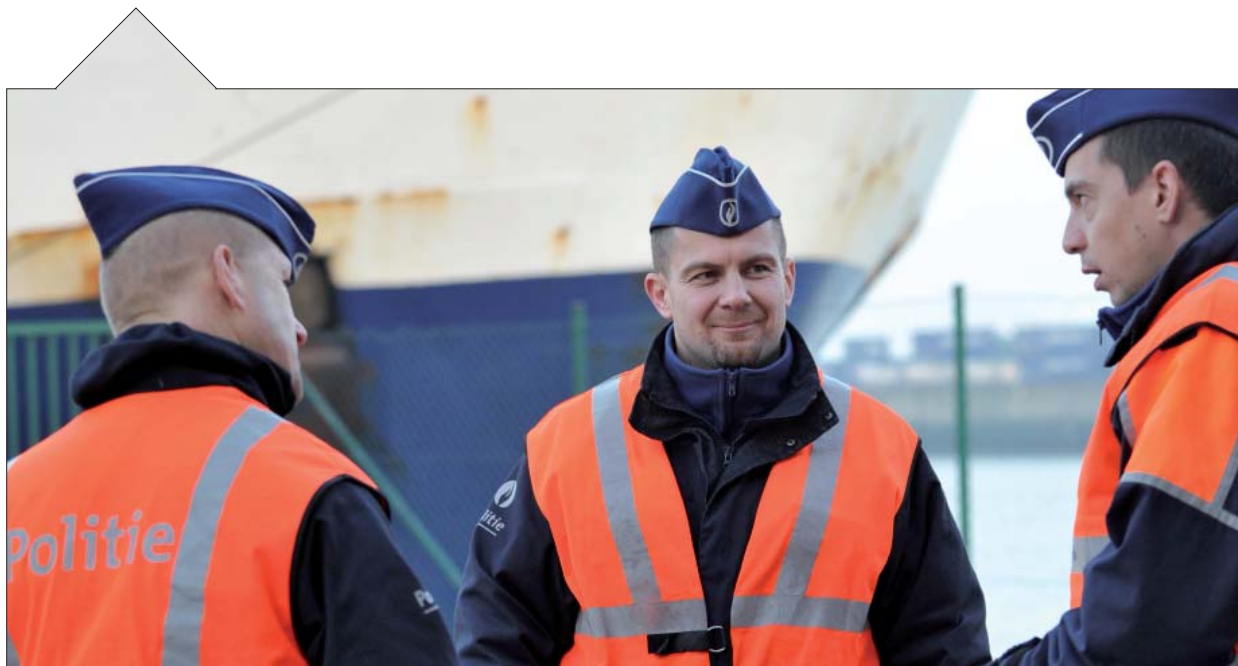
Tout d'abord, les négociations avec différents services et la réalisation des plans d'implantation et de sécurisation du bâtiment prévu pour le regroupement des directions de la police judiciaire fédérale de Bruxelles au centre ville.

En deuxième lieu, il a été demandé de participer à des projets d'autres départements fédéraux, tels que celui des nouveaux passeports belges ainsi que d'autres relatifs à la sécurité et la sécurisation des services de police locale.

Afin de partager ses connaissances et son expérience, la cellule techno-prévention participe aussi au processus de formation et de recyclage des conseillers en techno-prévention, organisé par le SPF Intérieur et les écoles de police.



5.7. Communication



La communication est l'affaire de tous, à chaque niveau de l'organisation et dans chaque domaine d'activité. Elle favorise le bien-être au travail en:

- facilitant et en entretenant les contacts entre tous les acteurs et les services de police;
- décrivant et en expliquant le fonctionnement de la police intégrée;
- prévenant les conflits de toute nature;
- étant une source de motivation au travail;
- créant un climat de confiance.

Enfin, la communication promeut les contacts avec le citoyen, les partenaires et les autorités.

5.7.1. D'une politique globale à une communication ciblée

En 2010, la police fédérale a développé une politique de communication globale. Elle consiste avant tout en une invitation à communiquer, aussi bien en interne qu'en externe. Elle définit ensuite dix principes qui doivent être suivis par toutes les entités de la police fédérale afin d'obtenir une communication cohérente et intégrée.

Outre une communication davantage axée sur le groupe cible, on plaide également, au sein de la police fédérale, en faveur d'un style de communication plus proactif et transparent.

La police fédérale dispose d'un réseau d'experts en communication et met en œuvre différents canaux tels que des publications (Infonouvelles, Infodoc, Inforevue), des sites internet, des affiches, des logos, etc. afin de pouvoir communiquer vite et bien dans des circonstances très diverses.

Pour la communication externe, la police fédérale dispose d'un Service presse qui assure la communication vers les médias. Dans ce cadre, le service traite les demandes d'informations, d'interviews, de reportages qui émanent de journalistes et qui ont un rapport avec les activités de la police fédérale. Le Service presse apporte également un appui aux membres d'autres services de la police fédérale qui, par exemple, souhaitent donner une interview, organiser une conférence de presse ou diffuser un communiqué de presse.

Enfin, le Service relations publiques et protocole organise et coordonne les événements permettant d'informer le citoyen sur les missions de la police fédérale (Village policier du 21 juillet, stand au Salon de l'auto, etc.) ainsi que l'aide au tournage de fictions. Il appuie l'organisation de certaines activités spécifiques, telles que des inaugurations, des cérémonies, etc.



14/01/10

Polsupport.be – Politique et organisation 'online'

La thématique 'Politique et organisation', disponible sur le site (internet et intranet) Polsupport.be, a été élargie. Sont disponibles sur ces nouvelles pages web des informations relatives à la vision, à la stratégie et à différents projets transversaux qui sont en cours au sein de la Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS) de la police fédérale.

12/04/10

Nouvelle page d'accueil pour www.policefederale.be

La nouvelle page d'accueil du site www.policefederale.be est en ligne. La nouvelle structure envisage un accès plus aisé aux informations, permettant de préciser mieux la structure des directions générales de la police fédérale. Chaque semaine, un service différent du commissariat général et des directions générales est présenté aux internautes.

24/06/10

Grands Prix de la presse d'entreprise

La cérémonie de remise des Grands Prix décernés par l'Association belge de la communication interne (ABCI) s'est déroulée au Service historique de la police. L'événement est organisé par la Direction des relations internes. Cette direction était lauréate du prix 2009 du meilleur magazine d'entreprise avec le trimestriel *Inforevue*.

16/09/10

L'accueil des nouveaux collaborateurs

Une soixantaine de responsables de la communication et des ressources humaines de la police locale et de la police fédérale ont assisté à un séminaire sur l'accueil des nouveaux collaborateurs. L'événement organisé par le réseau des communicateurs de la police intégrée, com@pol, a eu lieu au *Politiehuis* de Louvain.

3641 questions pour le Service presse

Au total, 3641 questions ont été posées au Service presse en 2010. Cela représente une augmentation de 21,2% par rapport à 2009 (3003 questions posées). En comparaison avec 2004, le nombre de questions reçues a augmenté de 86,3%.

237 communiqués de presse

Le Service presse a diffusé 237 communiqués de presse en 2010. En 2009, le nombre de communiqués envoyés s'élevait à 227. 63,7% des communiqués de presse évoquaient des priorités du plan national de sécurité 2008-2011.

5.7.2. Connaissances et expertise policières

Un autre acteur important dans le domaine de la gestion de l'information est le Centre de connaissance et d'expertise policières (DSEK).

Le DSEK veille à ce que les membres du personnel des services de police restent informés de manière pertinente et fiable et à ce qu'ils maintiennent et développent leurs connaissances et compétences. A ce titre, le centre accomplit les missions suivantes :

- collecter, conserver et mettre à la disposition des services de police la documentation et les connaissances policières, par exemple via le site documentaire PoIDoc, le catalogue en ligne sur intranet, InfoBib, un helpdesk ;
- développer, animer et exploiter des réseaux d'experts, par exemple, pour la réalisation du Guide d'Intervention Terrain (GIT), pour les dossiers thématiques référentiels ;
- développer et diffuser des standards en matière de correspondance et d'outils informatiques dans une perspective de simplification administrative et d'évolution vers la

plate-forme informatique unique de la police intégrée;
- fournir un appui professionnel spécialisé en matière de traduction et d'interprétation.

PoIDoc de plus en plus populaire

En 2010, un tiers des membres de la police intégrée ont consulté PoIDoc. En moyenne, le site documentaire a reçu quotidiennement 3 614 visites qui ont généré 9 158 requêtes, ce qui constitue une progression de 24 % par rapport à 2009.

Nouvelles références dans Vubis

Vubis, le catalogue électronique de la bibliothèque, est accessible en visite sur place et sur l'intranet via PoIDoc. 3 981 nouvelles références (livres, périodiques et articles) ont été encodées en 2010.

Le Helpdesk DSEK accueille les visiteurs de la bibliothèque et est disponible pour toute demande de documentation adressée sur place ou par e-mail. En 2010, il a traité 6 320 transactions. 43 % d'entre elles concernaient des prêts de livres et 57 % des copies de documents.

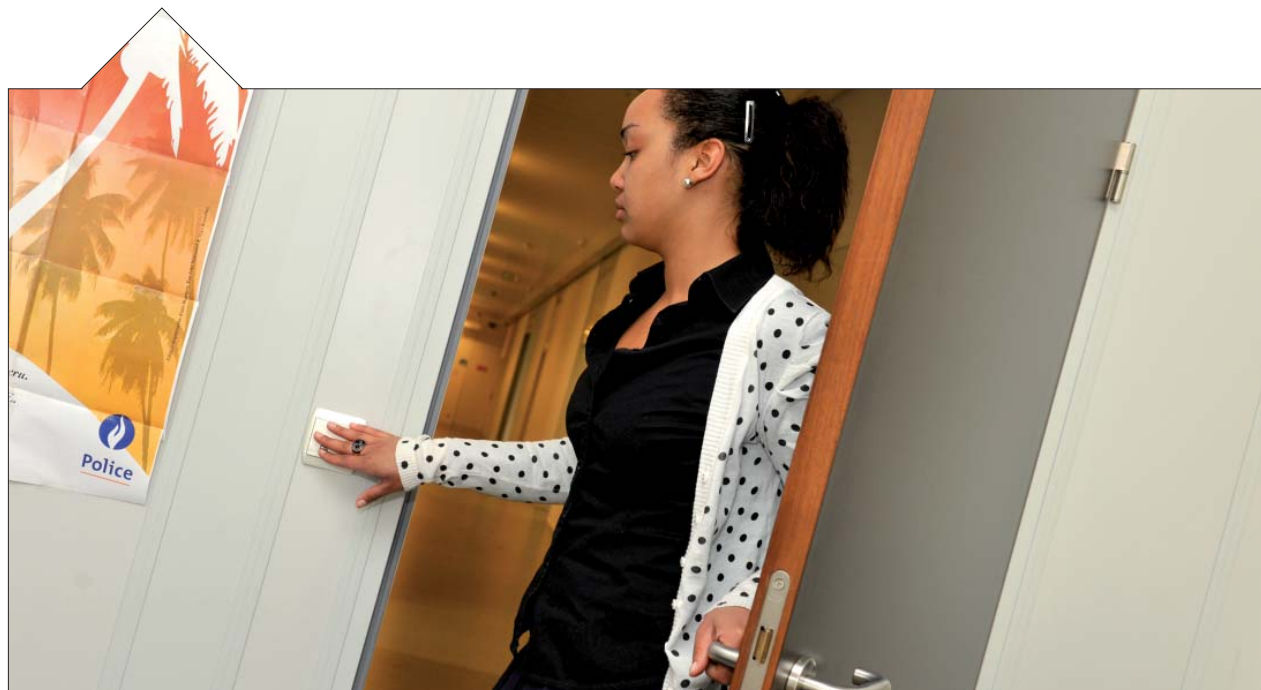
Le Journal de la Police et Vigiles sur PoIDoc

Le Centre de connaissances et d'expertise policières et les éditions Politeia ont conclu un accord afin de rendre disponible sur PoIDoc les périodiques Le Journal de la Police et Vigiles au profit des membres de la police fédérale. Cet abonnement électronique unique remplace les dizaines d'abonnements papiers diffusés au sein des différentes directions de la police fédérale. Cette initiative s'inscrit aussi bien dans le cadre d'une simplification administrative que dans celui d'une meilleure gestion de l'information.

Création du KM CoP

DSEK a pris l'initiative de créer le KM CoP, pour Knowledge Management Community of Practice. La première rencontre du KM CoP a été organisée en novembre 2010. L'objectif est de permettre aux participants des formations d'entrer en contact et d'échanger des idées et des pratiques au sein d'un réseau apprenant. DSEK organisera régulièrement des conférences et workshops interactifs autour de thèmes spécifiques.

5.8. Entreprendre de façon durable



QUALITÉ

Le 24 novembre 2010, le Mouvement wallon pour la Qualité (MWQ), organisait, à l'occasion de ses 10 ans, les premières rencontres de la Qualité.

Différents exposants de tous horizons y présentaient leurs services et conseils en la matière. La Direction pour l'Excellence dans la fonction de police (CGL-X) tenait également un stand, en collaboration avec l'Académie de police Emilien Vaes, pour présenter la démarche des services de police en matière de Qualité, les outils disponibles et proposés aux zones de police et aux services de la police fédérale, ainsi que les formations développées dans le domaine.

La police fédérale, et CGL-X en particulier, collabore depuis de nombreuses années avec le MWQ, notamment à travers le Prix wallon de la Qualité. Le partenariat avec des organismes externes à la police reste notre philosophie et renforce notre volonté d'amélioration et d'ouverture vers la société.

En tant que service public, la police fédérale veut montrer l'exemple en matière de gestion économique et écologique. A travers son plan global de prévention et le plan national de sécurité 2008-2011, elle s'engage à mettre en place des initiatives concrètes en matière de développement durable.

La Direction du service interne de prévention et de protection au travail (DSW) est responsable de la gestion environnementale. Elle y contribue entre autres en soutenant, conseillant, informant et sensibilisant les différents services de la police fédérale sur la problématique environnementale (la gestion des déchets, le stockage des produits dangereux, les achats durables, les économies d'énergie, la mobilité sur les routes, etc.). La direction compte un coordinateur environnement pour la Région flamande et un pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Wallonie. Elle publie un guide et gère une base de données de bonnes pratiques en matière de gestion économique et écologique.

Fiches économie - écologie

Un manuel de bonnes pratiques est publié sous forme de fiches thématiques qui paraissent tous les deux mois. Elles résument les actions existantes et fournissent une série de trucs et astuces que tout membre de la police peut appliquer.

La récupération sélective des déchets, piles, cartouches d'encre et toners, lampes TL

Les piles usagées des unités fédérales peuvent être enlevées via le service de distribution. Elles sont rassemblées et transférées vers une entreprise spécialisée dans le recyclage et la récupération des métaux.

Les directions et services de la police fédérale peuvent également évacuer les cartouches d'encre, toners et lampes TL via le service de distribution vers la Direction de l'appui logistique.

Consommation de papier

Suite à différentes actions, la police fédérale a diminué la consommation de papier (A4) en 2010 de 23% par rapport à 2007 et de 16% par rapport à 2009.

Ecodrive

La police fédérale a initié une formation eco-drive, en collaboration avec la Direction de la formation. Le but de cette initiative est de sensibiliser les chauffeurs des véhicules de service, à adopter un comportement écologique et responsable. Si, dans un premier temps, l'initiative s'adresse à un groupe limité de chauffeurs, le projet pourra être élargi vers tous les utilisateurs des voitures de service. La formation comprend un volet théorique et une série de leçons pratiques. L'initiative se poursuit en 2011.



6. Pour une Europe plus sûre pour le citoyen
Résultats concrets de la Présidence de l'UE



49 événements

2 827 participants internationaux

Du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, la police intégrée a réalisé un programme ambitieux dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Les travaux de préparation, de planification et de coordination ont été assurés par une cellule tout spécialement dédiée à cet effet au sein de la Direction de la coopération policière internationale de la police fédérale (CGI).

La Présidence belge coïncidait en outre avec une période très importante de la coopération policière et judiciaire internationale. Elle concernait non seulement la deuxième présidence après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, mais également l'exécution du Programme de Stockholm qui détermine les contours de la politique de cette coopération en matière d'affaires criminelles pour la période 2010-2014. On ne saurait surestimer l'importance de ce troisième plan quinquennal sur le plan de la justice et des affaires intérieures, compte tenu

du développement d'une stratégie européenne de sécurité intérieure présumée prioritaire, mais aussi parce que le plan d'action de la Commission européenne qui l'accompagne vise une coopération policière meilleure et plus efficace.

Dans le cadre du trio présidence Espagne – Belgique – Hongrie, la police locale et la police fédérale belges ont eu l'occasion, en 2010, de définir quelques points méritant l'attention et de développer des projets axés autour de ces points. Il s'agit de projets concernant le trafic de déchets illégaux, la prévention de la radicalisation et du terrorisme, les bandes itinérantes, la sécurité de la navigation aérienne... Parallèlement à ces projets, au niveau de la police, 79 réunions (de 1 à 2 journées) de groupes de travail du Conseil de l'UE et 49 événements rassemblant 2 827 participants internationaux ont eu lieu entre les mois de juillet et de décembre dans plusieurs lieux en Belgique.



Toutes ces initiatives étaient fondées sur les quatre lignes de force présentes tout au long de la Présidence.



- Working together: la police fédérale et la police locale collaborent à un vaste programme européen et impliquent également d'autres services concernés dans leurs projets et leurs groupes de travail.
- Centered on citizens: le renforcement de la sécurité du citoyen européen est l'un des objectifs finaux.
- Focused on first line police: l'attention est également centrée sur l'amélioration des instruments de travail des policiers de première ligne, le policier/la policière de terrain.
- Concentrated on Europe: le programme ne se limite pas au contexte belge mais est centré sur l'Europe et implique le plus possible d'autres Etats membres.

Le but ultime du programme est d'apporter une contribution concrète à une Europe où chaque citoyen puisse se sentir aussi libre qu'en sécurité et où chaque fonctionnaire de police puisse exécuter ses missions en étroite collaboration avec ses collègues européens.

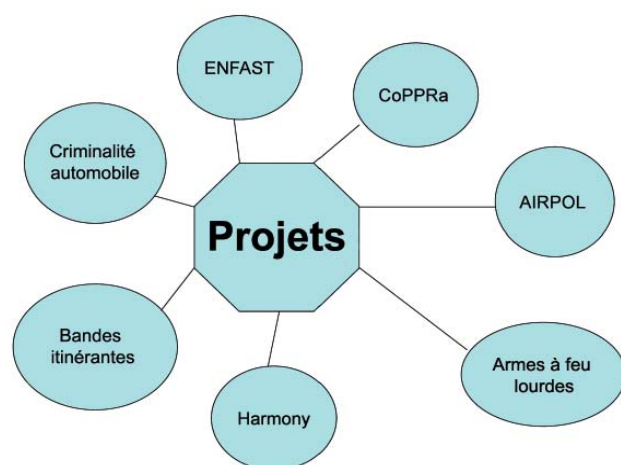
Un aperçu des résultats

Pour la première fois, deux actions de contrôle de grande envergure ont été organisées à l'initiative belge, sur les trois voies de communication (chemins de fer, routes et voies navigables) dans plus de 20 Etats membres européens. Des contrôles du trafic de déchets illégaux (projet Augias) et de l'immigration illégale (projet Hermes) ont été effectués dans toute l'Europe. De nouveaux réseaux ont été créés (par exemple, ENFAST, Airpol, ...).

De nouveaux instruments ont également été développés pour les fonctionnaires de police. Un écoformulaire uniforme sera créé et utilisé dans toute l'Europe pour les contrôles de transports de déchets. Dans le cadre du projet CoPPRa (*Community Policing Preventing Radicalism and Terrorism*), un manuel a été rédigé dans 23 langues différentes. Il reprend les symboles et les signes susceptibles d'indiquer un phénomène de radicalisation au sein d'une communauté. Une formation est également associée au manuel.



Sept initiatives de la police intégrée belge ont entretemps été ratifiées par l'Europe au travers d'une conclusion du Conseil ou d'une résolution.



- ENFAST: la création d'un réseau de tous les services de recherche des criminels fugitifs en Europe.
- Harmony: le développement et la mise en œuvre d'un cycle politique européen pour la lutte contre les formes de criminalité grave ou organisée internationale.
- Bandes itinérantes: la mise au point d'une définition commune et de recommandations pour faire face ensemble au phénomène sur les plans policier, administratif et judiciaire.
- Armes à feu lourdes: la rédaction d'un plan d'action européen en matière de lutte contre le trafic illégal des armes à feu dites 'lourdes' qui (pourraient) être utilisées dans le cadre d'activités criminelles.
- AIRPOL: la création d'un réseau de services de police aéroportuaire européens.
- Criminalité liée aux véhicules: collaboration plus étroite entre les Etats membres au niveau du contrôle de véhicules.

- CoPPRa: renforcement du rôle des services de police de première ligne dans la détection des signes de radicalisation au sein de la communauté et développement d'instruments à cet effet.

De nouvelles initiatives ont également été prises pour impliquer davantage le citoyen dans la pratique policière européenne. Des élèves d'une école bruxelloise et d'une école anversoise étaient au premier rang pour participer à la présidence, et ainsi, faire plus ample connaissance avec les services de police et leur rôle en Europe. Sur le site web www.police-eu2010.be, une vingtaine de Belges célèbres se sont exprimés sur la façon dont ils perçoivent la police dans un contexte européen.



01 > 06/10

Formations à la gestion négociée de l'ordre public

En marge de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, une formation 'Gold and Silver Commander' a été organisée pour les dirigeants en matière de maintien de l'ordre public. Le personnel des corps d'intervention (et certains membres de la 'capacité hypothéquée' - HYCAP) a bénéficié d'une formation et d'une mise à niveau spécifique en vue de garantir une préparation optimale pour la gestion d'événements de grande ampleur. Il s'agissait de proposer une formation pratique et adéquate à un nombre important de membres du personnel dans un délai court.

30/03/10

Communication sur la Présidence belge

Une note relative à la politique de communication a été rédigée. Le but de cette note était d'ébaucher un cadre plus clair et plus cohérent pour tous les services et entités de la police intégrée qui communiqueraient, pour l'une ou l'autre raison, au sujet de la Présidence belge de l'Union européenne. Un plan de communication global a également été élaboré. Afin de garantir une certaine cohérence, toutes les initiatives touchant à la communication dans le cadre de la Présidence belge devaient se rattacher à ce plan d'action et être préalablement soumises au groupe de pilotage.

19-25/04/10

Railactionday : 25 procès-verbaux

Les services de la police des chemins de fer de plusieurs pays européens ont mené, sous les ailes de RAILPOL, une semaine d'actions de lutte contre la drogue. En Belgique, la police fédérale des chemins de fer a contrôlé 203 personnes avec l'engagement de 74 fonctionnaires de police.

18-20/05/10

Contre le trafic de déchets

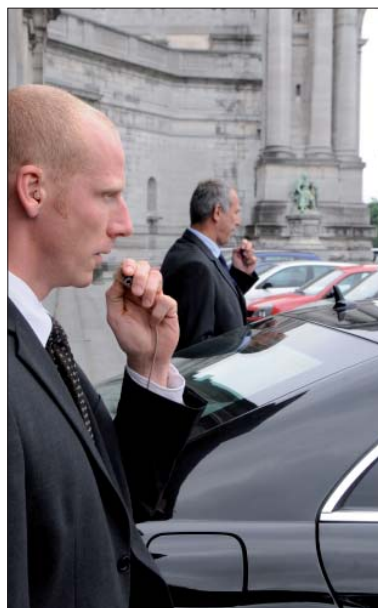
Du 18 au 20 mai 2010, des fonctionnaires de police de 19 Etats membres de l'Union européenne ont rendu visite à la police intégrée afin de participer à un séminaire de formation en matière de trafic et de transport illégal de déchets. Cette session représentait un premier pas concret dans le cadre du projet Augias, un des points d'attention importants de la police intégrée durant la Présidence européenne. Début octobre, de vastes contrôles en matière de trafic et de transports de déchets ont eu lieu simultanément dans 20 Etats-membres européens. Plusieurs contrôles ont également été effectués sur les trois voies de communication de notre pays : les routes, les voies ferrées et les voies navigables.



1/07/10

Equipes d'intervention spécialisées

A l'occasion de la Présidence belge de l'Union européenne, l'unité de protection de l'intervention spécialisée, désignée comme unité belge en charge du renfort en matière de protection pour le Conseil de l'Union européenne, a fourni un appui de qualité aux missions ponctuelles de protection de VIP pour les sommets européens à Bruxelles.



1/07/10

DGS, la force motrice de CEPOL

La Direction générale de l'appui et de la gestion a organisé une journée d'étude réussie sur le leadership policier en Europe. Par ailleurs, cette direction générale a mené deux *Governing boards* du Collège européen de police (CEPOL) et deux comités stratégiques qui se sont tenus au cours de la Présidence européenne. Le CEPOL deviendra une agence disposant d'un cadre de référence stratégique très clair et d'une gestion (financière) professionnelle, efficace et transparente. Dorénavant, le CEPOL fait également usage d'un *balanced score card*, ou tableau de bord équilibré, pour assurer un monitoring des objectifs et des réalisations.

9/09/10

Le FAST belge en exemple

La police intégrée a accueilli des dizaines d'experts en matière de recherche de criminels en fuite. L'objectif principal de cette rencontre organisée près de Bruxelles était de définir les bases pour la création d'un réseau européen composé de ces experts.



24/09/10

Centre de rassemblement des personnes arrêtées

Durant la Présidence, la police à cheval a mis à la disposition des partenaires tant locaux que fédéraux chargés d'opérations importantes, une infrastructure adaptée au rassemblement et à la garde temporaire de groupes de personnes arrêtées. Cette infrastructure (appelée 'CRPA') comprend une vingtaine de cellules collectives, un local de gestion informatisée, des locaux d'audition et une zone de parking pour les véhicules de service.

11/10/10

Hermes contre les trafiquants d'êtres humains

L'opération Hermes s'est déroulée dans 23 Etats-membres. Outre la réalisation d'un inventaire des flux d'immigration illégaux au sein de l'UE, le but en était aussi d'effectuer une opération conjointe. Au cours de celle-ci, 1.900 immigrants illégaux ont été interceptés. Top 3 des pays d'origine : l'Afghanistan, l'Irak et l'Ukraine.

Lors d'une autre action contre les trafiquants d'êtres humains organisant le trafic d'illégaux vers le Royaume Uni, les points de contrôle principaux ont été établis sur les parkings le long de l'autoroute à Jabbeke. Ceux-ci sont utilisés intensivement comme plaque tournante et point de rassemblement par les passeurs (ceux qui attirent les illégaux et les accompagnent en gagnant de grosses sommes d'argent). Lors de cette action, 40 illégaux et 3 passeurs ont été interceptés.

20-21/10/10

AIRPOL pour la sécurité des aéroports et de l'aéronautique

21 délégations étrangères se sont réunies à Bruxelles les 20 et 21 octobre afin de lancer officiellement AIRPOL, un réseau européen de police aéronautique et de services de sécurité frontalière. AIRPOL est une initiative de la police fédérale belge.



Colophon

Editeur responsable: Eric Cobut - Rue Fritz Toussaint, 8 - 1050 Bruxelles

Coordination et rédaction finale: Dirk Delarue, Stefan Debroux, Benoît Dupuis, Marc Guillemin et Marylou Nivarlet

Rédaction: les diverses entités de la police fédérale

Lay-out et photographie: Jos Balcaen, Caroline Chaidron, Emmanuelle Gilbert, Karolien Snyers et Lavinia Wouters

Traduction: divers collaborateurs des entités de la police fédérale

Imprimerie de la police fédérale



